

unicef



RAPPORT ANNUEL
DE L'UNICEF 2014

Notre histoire



Notes : les données citées dans le présent rapport sont extraites des statistiques les plus récentes compilées par l'UNICEF et d'autres institutions des Nations Unies, des rapports annuels préparés par les bureaux de pays de l'UNICEF et du rapport annuel soumis au Conseil d'administration du 16-19 juin 2015 par le Directeur général de l'UNICEF.

Toutes les sommes sont exprimées en dollars des États-Unis sauf indication contraire.

Pour toute correction ou rectification postérieure à la publication, veuillez consulter notre site Internet à l'adresse <www.unicef.org/publications>.

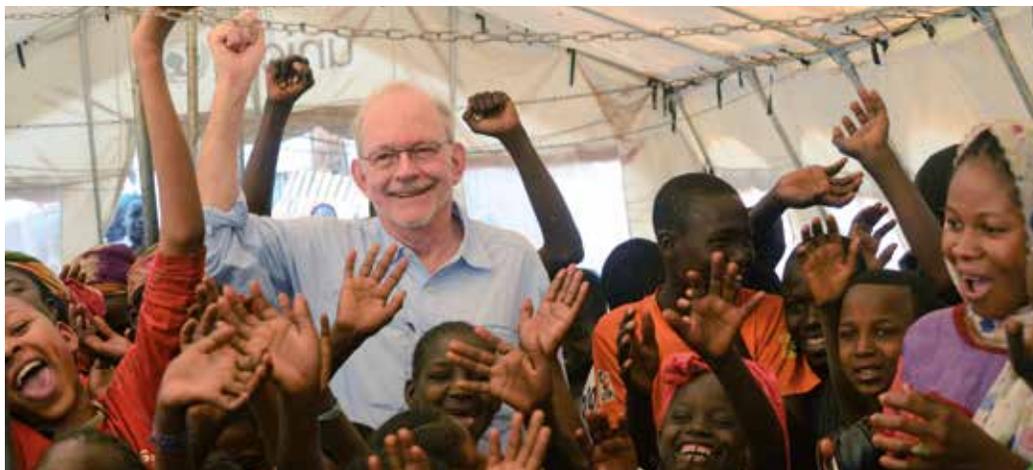
ISBN : 978-92-806-4810-2

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Juin 2015

Photo de couverture : Hardik et Sheetal jouent dans un centre de développement de la petite enfance de l'État du Gujarat, en Inde, où l'UNICEF apporte son soutien à l'éducation des jeunes enfants. © UNICEF/INDA2013-00068/Singh

MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

République centrafricaine : Anthony Lake, Directeur général de l'UNICEF, rend visite à un « espace ami des enfants » dans la Préfecture d'Ouham.



© UNICEF/NYHQ2014-0070/Flynn

Un avenir, et un monde, où tous les enfants partent avec les mêmes chances.

Celles de vivre et de grandir en bonne santé. De jouer et d'apprendre. De devenir un adulte capable et désireux de transmettre cette même chance à la génération suivante.

Tel est le monde que nous imaginons pour les enfants, année après année. En 2014, l'UNICEF a multiplié les efforts pour faire de ce monde une réalité.

Cette année du 25e anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui nous a donné l'occasion de célébrer les progrès réalisés en un quart de siècle, a également été l'une des plus sombres de l'histoire récente pour les enfants.

Des millions d'entre eux ont été frappés par des catastrophes toujours plus nombreuses, des conflits, des crises chroniques et de nouvelles menaces comme l'épidémie de maladie à virus Ebola, qui pourrait effacer des années de progrès.

À cause d'un contexte familial, communautaire ou national défavorable ou d'autres situations échappant à leur contrôle, des millions d'enfants se sont vus privés de leur droit à une chance équitable. À cause de leur sexe ou de leur origine ethnique. À cause de leur handicap.

Que réserve l'avenir aux enfants les plus en danger et les plus défavorisés ? À leur société ? Les privations et les traumatismes subis dans la petite enfance les laisseront marqués pour le reste de leur vie et marqueront leurs propres enfants, perpétuant ainsi des cycles intergénérationnels d'injustice et d'inégalité dans les pays riches comme dans les pays pauvres.

Pourtant, investir davantage dans la réduction des disparités entre les populations favorisées et défavorisées de chaque société permettra de briser ces cercles vicieux. À condition de disposer de données de meilleure qualité pour identifier les enfants les plus démunis. À condition de mettre en place à leur intention toujours plus de programmes, de produits et de partenariats

novateurs capables de débloquent les goulots d'étranglement et d'abattre les obstacles à l'équité.

Les pages de ce rapport annuel sont remplies d'exemples de l'impact d'une approche équitable de cette nature sur la vie des enfants auprès desquels intervient l'UNICEF.

Elles racontent l'histoire d'un monde en mutation où les situations d'urgence se multiplient et où les liens entre nos efforts humanitaires et nos actions en faveur du développement ne cessent de se resserrer.

L'histoire de la collaboration entre l'UNICEF et ses partenaires dans le but d'encourager, de nourrir et de maîtriser l'innovation afin d'atteindre chaque enfant et d'aider les enfants, les jeunes et les communautés à nous faire part de leurs préoccupations et de leurs idées.

L'histoire de notre plaidoyer en faveur d'une augmentation des investissements consacrés aux enfants les plus défavorisés ainsi que de notre engagement public à rejoindre et à aider les nouveaux mouvements sociaux axés sur les enfants à risque.

L'histoire d'un environnement de financement en rapide évolution, caractérisé par la hausse globale

des dons, un soutien nouveau du secteur privé et une relation plus étroite avec nos partenaires des gouvernements, d'autres secteurs et les communautés, mais aussi par une diminution relative des ressources de base requises pour déployer rapidement des actions adaptées en cas de besoin.

L'histoire de notre constante volonté de devenir une organisation toujours plus novatrice et efficace, utilisant au mieux l'ensemble des ressources qui lui sont confiées.

L'histoire des collaborateurs de l'UNICEF, des milliers de femmes et d'hommes profondément engagés, qui accompagnent des millions d'enfants dans des situations parmi les plus difficiles et les plus dangereuses qui soient.

Surtout, cette histoire est celle des enfants, qui sont notre raison d'être.

Notre histoire est leur histoire. Leur avenir, l'avenir de l'humanité.



Anthony Lake
Directeur général

TABLE DES MATIÈRES

	Message du Directeur général	1
	Introduction	3
1	Interventions humanitaires	7
2	Priorités programmatiques	21
3	UNICEF, le meilleur allié des enfants	41

INTRODUCTION

Il est juste de donner une chance équitable à tous les enfants, en principe comme en pratique, partout dans le monde. La réalisation des droits de tous les enfants, notamment les plus défavorisés, constitue notre plus grand espoir de briser le cycle intergénérationnel de l'injustice et de la pauvreté.

Le *Rapport annuel de l'UNICEF 2014* : notre *histoire* présente l'action menée par l'UNICEF pendant l'année écoulée pour briser cet engrenage et transformer la vie des enfants. Il montre également l'impact positif de nos programmes et de nos politiques sur les échanges internationaux relatifs à l'équité pour les enfants, en commençant par les plus défavorisés : les enfants très pauvres, les filles, les enfants handicapés, ceux qui vivent dans des régions isolées et ceux appartenant à des groupes ethniques ou religieux faisant l'objet de discrimination. Chaque action de l'UNICEF a le même but : veiller à ce qu'ils puissent exercer leur droit à une protection et des services essentiels.

L'engrenage de l'injustice n'est ni inévitable ni insurmontable. En 2014, pour l'arrêter et mettre en place un cycle plus vertueux, l'UNICEF a redoublé d'efforts dans sa lutte contre l'inégalité des chances, qui laisse trop d'enfants de côté et il les a aidés à prendre un bon départ dans la vie, c'est-à-dire à être bien nourris et en bonne santé, à recevoir une éducation, à vivre dans un climat de sécurité. Un bon départ signifie transformer leur avenir et celui de leurs enfants. À l'inverse, ignorer leurs besoins non seulement les prive de ces possibilités aujourd'hui, mais aura des effets préjudiciables sur les générations à venir.

2014 a révélé de multiples manières l'abîme persistant entre nos aspirations et la réalité. L'année a enchaîné les hauts et les bas. L'un de ses points positifs a été le 25^e anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, le traité international historique à l'origine de l'amélioration de la vie de millions d'enfants. Dans le monde entier, des événements ont rendu hommage à l'impact de la Convention tout en

reconnaissant qu'en dépit de progrès substantiels vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, les enfants les plus marginalisés demeurent notamment en danger.

Pour eux, cette année a été l'une des pires de l'histoire récente. À l'image de cette réalité, le *Rapport annuel de l'UNICEF 2014* s'ouvre sur une vue d'ensemble des interventions d'urgence menées au cours de l'année. On estime que 230 millions d'enfants habitent dans des pays et des régions en proie à des conflits armés. L'UNICEF et ses partenaires s'efforcent sans relâche d'atteindre ceux qui sont dans la plus grande détresse et de rallier le soutien du public à la cause des enfants et des familles vulnérables. Ils ont mené leur action dans des contextes très divers, que ce soit en République centrafricaine, en République arabe syrienne ou en Ukraine. Ils sont également intervenus dans les pays d'Afrique de l'Ouest frappés par une épidémie de maladie à virus Ebola d'une ampleur inédite, alors même que ces nations entamaient leur redressement après de longues années de conflit.

Le rapport aborde ensuite les grandes priorités de la mission de l'UNICEF, qui sous-tendent le Plan stratégique 2014-2017 : santé, VIH/SIDA, nutrition, eau, assainissement et hygiène (WASH), éducation, protection de l'enfance et inclusion sociale. En 2014, la santé, suivie de l'éducation et de WASH, a représenté l'essentiel des dépenses directes des programmes. Outre la description des résultats obtenus dans ces domaines dans le monde, le document présente brièvement les initiatives menées dans divers pays pour réduire les inégalités qui entravent le développement des enfants.

En 2014, l'UNICEF a également renouvelé son engagement à faire tomber les obstacles qui empêchent les filles et les jeunes femmes de réaliser leur plein potentiel. Toutes nos actions prennent en compte les questions de parité des sexes comme en témoignent les exemples de résultats spécifiques liés à l'égalité des sexes qui parsèment ce rapport. Le Plan d'action 2014-

2017 de l'UNICEF pour l'égalité des sexes sert de cadre au ciblage des inégalités fondées sur le sexe dans tous les domaines. Ses priorités sont les suivantes : promouvoir la santé des adolescents en tenant compte des inégalités des sexes, faire progresser l'éducation des filles au niveau du secondaire, mettre fin aux mariages d'enfants et lutter contre les violences sexistes dans les situations d'urgence.

Pour les filles comme pour les garçons, les résultats dépendent de partenariats efficaces. De l'échelon planétaire au plus petit village, l'UNICEF noue des partenariats avec d'autres institutions, des gouvernements, des organisations de la société civile, des entreprises privées, des fondations et des communautés locales. En collaboration avec ses comités nationaux, il défend les enfants dans les pays riches comme dans les pays pauvres. Comme le montre ce rapport, en 2014, l'UNICEF a tenu son rôle de partenaire de confiance pour les enfants grâce à la vigueur de son plaidoyer, à son rôle de chef

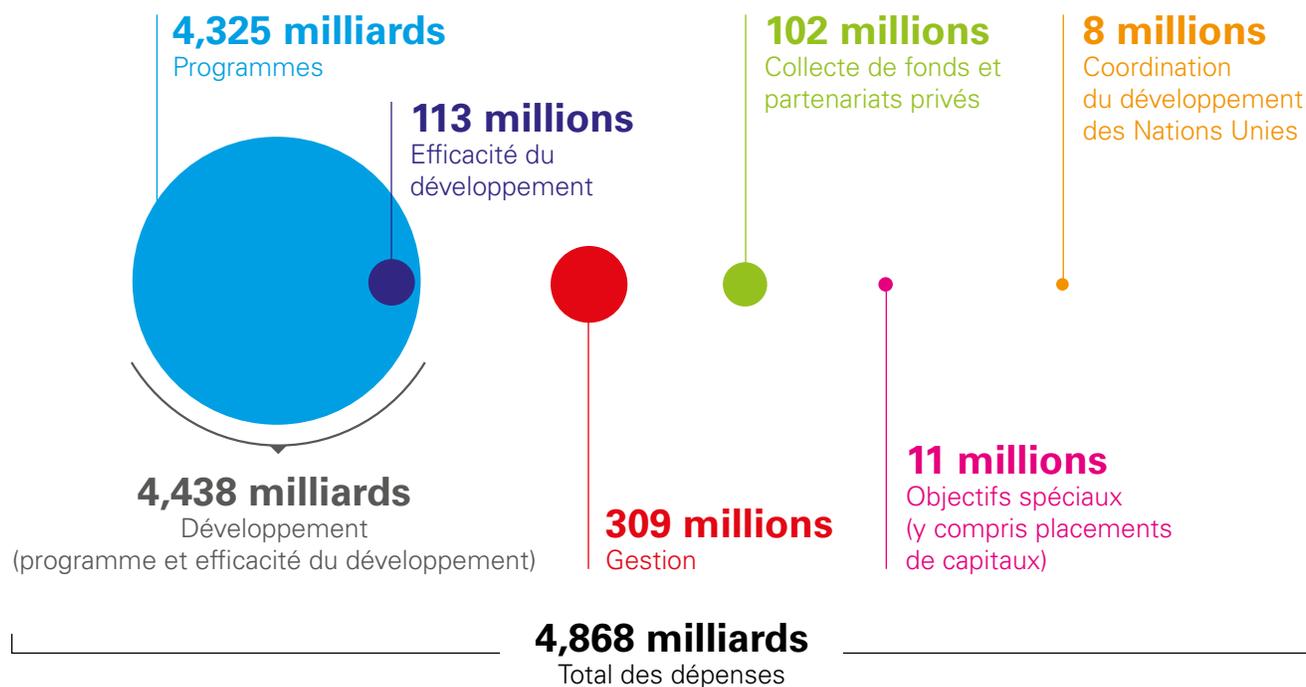
de file dans les secteurs des connaissances, de l'approvisionnement et de l'innovation, et à sa gestion des ressources servant à financer des programmes efficaces.

Bien que le rapport mette en avant certains partenariats clés avec le secteur privé, l'UNICEF continue à dépendre dans une large mesure de la générosité et de l'engagement de ses partenaires gouvernementaux. En fait, le financement consenti par les États représente plus des deux tiers du revenu total perçu par l'UNICEF en 2014.

Mais le plus important, ce n'est pas le résultat financier de l'exercice, ce sont les enfants, ceux que l'UNICEF a aidés et ceux qui demeurent dans le besoin. Donner une priorité immédiate et absolue aux enfants les plus oubliés, autrement dit adopter une approche fondée sur l'équité, a été au cœur de l'action de l'UNICEF en 2014 et demeurera sa priorité absolue dans les années à venir.

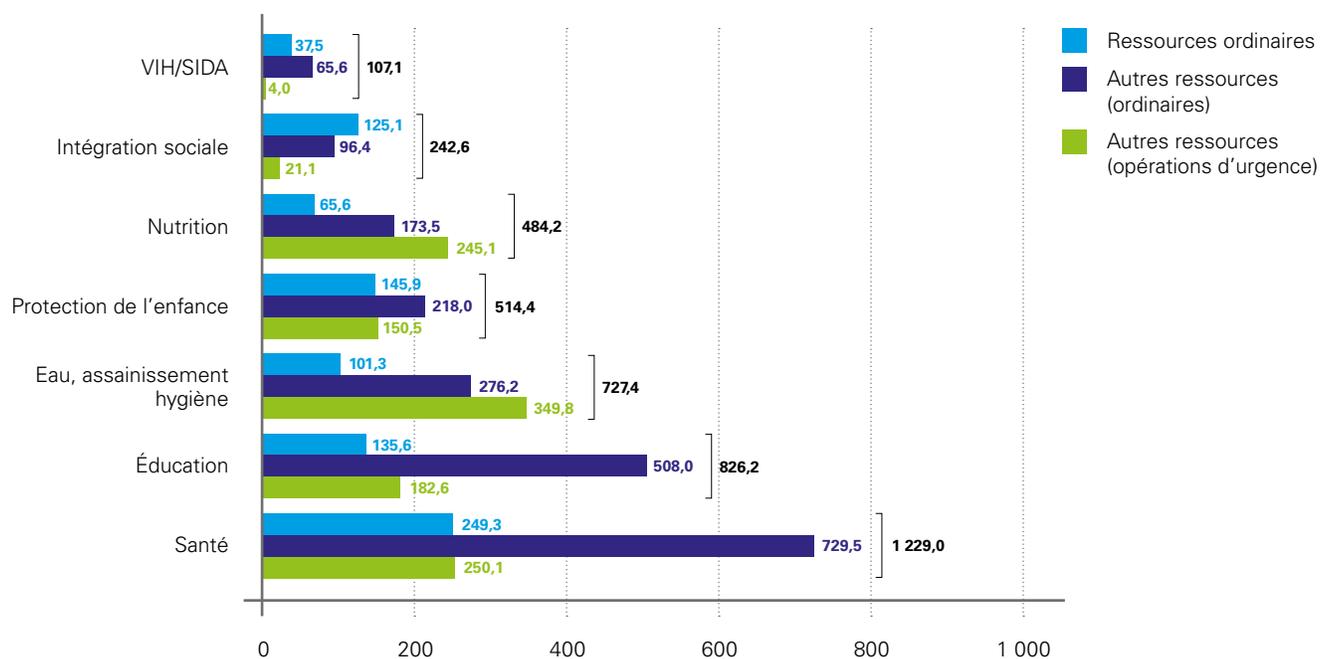
Dépenses de l'UNICEF, 2014

(en dollars)



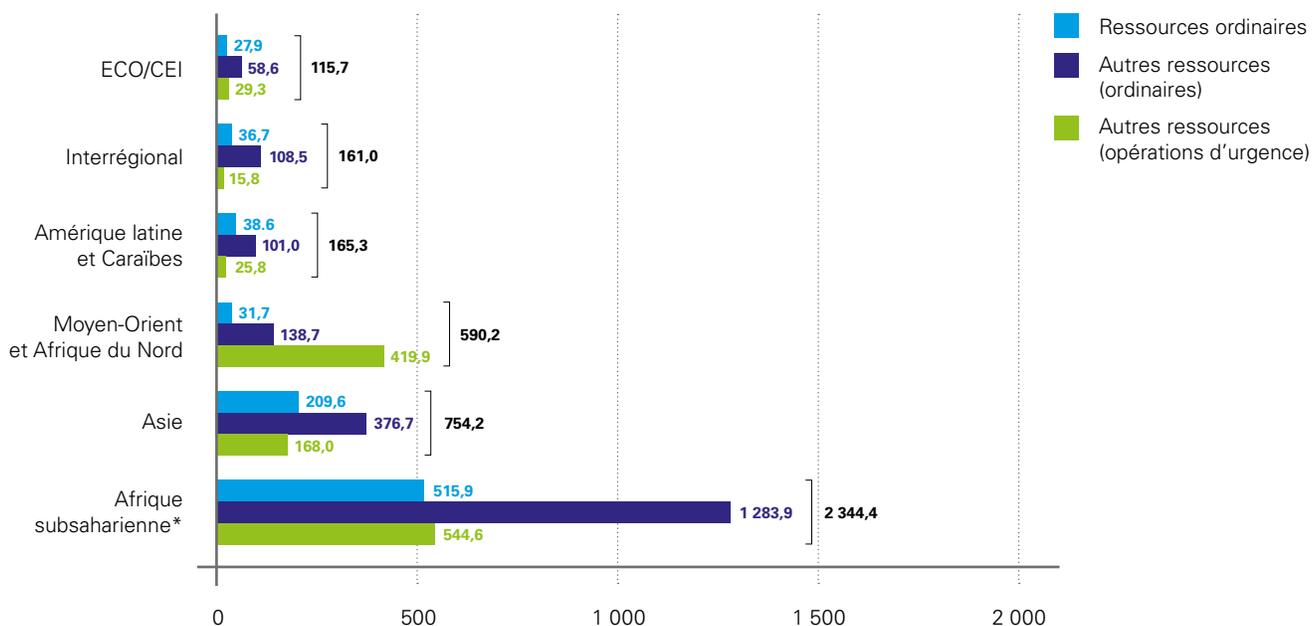
Note : les dépenses figurant dans ce tableau sont présentées sur la base d'une trésorerie modifiée et reflètent les décaissements et les engagements (par ex. les bons de commande) créés en 2013.

Dépenses directes pour les programmes par domaine d'action, 2014 (en millions de dollars)



Note : les totaux ont été arrondis.

Dépenses directes pour les programmes par région, 2014 (en millions de dollars)



* Les dépenses pour les programmes de Djibouti et du Soudan sont incluses dans la catégorie Afrique subsaharienne.

Note : les totaux ont été arrondis.




 GOVERNMENT OF SIERRA LEONE
 MINISTRY OF HEALTH AND SANITATION
 PRIMARY HEALTH CARE UNIT

CERTIFICATE OF DISCHARGE

This is to certify that

Name: SAMPHA KONDEA
 of
 Chiefdom: KANTAN District: MOYAMBA

Village: DEBOMU

Has been successfully managed at the Ebola treatment facility and is now free of Ebola. He does not constitute any risk to the community in any way. He has been adequately counselled, is fit to return to his home and can resume his duty.

Alhaji
 Dr. Alhaji Sayni Turay

[Signature]
 MSF OCB,
 Ebola Case Management Center, Bundejama, Bo

Sierra Leone : Sampha, 14 ans, montre son certificat de survivant de la maladie à virus Ebola à son domicile situé dans le district de Moyamba, dans la province du Sud.

EBOLA

1

INTERVENTIONS HUMANITAIRES

« Nous devons vaincre le virus Ebola avant qu'il ne réduise à néant notre action en faveur des enfants dans ces pays. Les communautés nous montrent la voie. »

••• **Dr Peter Salama**

Coordonnateur mondial de l'UNICEF pour l'intervention d'urgence de lutte contre l'épidémie de maladie à virus Ebola, novembre 2014.

L'action humanitaire se situe au cœur des initiatives de l'UNICEF depuis sa création en 1946 et demeure au centre de son nouveau Plan stratégique.

Elle constitue également la pierre angulaire de ses efforts en matière d'équité, parce que les enfants victimes des crises comptent parmi les plus vulnérables. En 2014, l'UNICEF a répondu aux besoins de millions d'enfants victimes de conflits, d'environnements fragiles, de catastrophes naturelles et d'épidémies.

On estime que 230 millions d'enfants dans le monde vivent dans des pays et des régions en proie à des conflits armés. Et environ 50 à 60 % des 102 millions de personnes frappées par des catastrophes naturelles en 2014 étaient des enfants. En 2014, l'UNICEF est intervenu dans près de 300 situations d'urgence dans 98 pays.

En début d'année, l'UNICEF est intervenu auprès des enfants dans trois situations d'urgence majeures : le typhon Haiyan, qui a frappé les Philippines en novembre 2013 (voir les pages 18-19) ainsi que la poursuite des conflits en République centrafricaine et en République arabe syrienne. Pendant l'année, trois autres crises nécessitant la mobilisation générale de l'organisation ont éclaté en Iraq, au Soudan du Sud et en Afrique de l'Ouest,

frappée par une épidémie de maladie à virus Ebola.

Ces situations ont nui massivement et de manière souvent brutale au bien-être des enfants. Certains ont été tués ou mutilés du fait d'actes de violence, chassés de leur maison, séparés de leur famille, coupés de leur scolarité et exposés à de multiples autres risques.

L'épidémie d'Ebola, qui a débuté en Guinée en décembre 2013, a pris une ampleur sans précédent. Fin 2014, on lui imputait 20 206 cas présumés, probables ou confirmés en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. Elle a paralysé les systèmes de santé et d'assainissement fragiles de ces pays et désorganisé les services publics, notamment le système éducatif, la vaccination systématique, le traitement du paludisme et le traitement antirétroviral des personnes vivant avec le VIH. Elle a également perturbé des coutumes sociales comme le serrage de main et les embrassades.

Certaines situations d'urgence n'ont pas fait la une des journaux. En Afghanistan, la violence et des catastrophes naturelles ont entraîné la

Iraq : des cartons de vêtements d'hiver et de fournitures envoyés par l'UNICEF et ses partenaires arrivent dans la région du Kurdistan, en Iraq.



© UNICEF/NYHQ2014-2036/Khuzaie



AIDE À LA LUTTE CONTRE EBOLA

Fin décembre 2014 en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, 7 905 personnes avaient succombé à l'épidémie de maladie à virus Ebola et environ 15 000 enfants étaient devenus orphelins de père et/ou de mère à cause du virus. Pour des raisons de santé publique, 5 millions d'enfants ne sont pas retournés à l'école après les vacances d'été.

L'UNICEF a épaulé les services de santé dans les communautés victimes de l'épidémie et créé des centres de soins où ont été mises en observation et soignées les personnes présentant les symptômes d'Ebola amenées par leur famille. Il s'est également efforcé de protéger les enfants qui avaient perdu leurs parents ou les personnes qui s'occupaient d'eux, a appuyé des activités de mobilisation sociale (porte-à-porte, distribution de tracts, diffusion d'annonces à la radio et à la télévision, etc.) et demandé aux responsables locaux d'encourager les pratiques sans risque. Ces efforts en faveur de la sensibilisation et de l'éducation des communautés et de l'évolution des comportements ont permis aux habitants de s'occuper eux-mêmes des malades et d'enrayer la propagation d'Ebola.

L'UNICEF a collaboré étroitement avec les gouvernements et de nombreux autres partenaires dans les trois pays touchés par le virus. Ainsi, la Banque mondiale lui a octroyé un financement de 90 millions de dollars pour l'aider à dispenser l'aide d'urgence. Cette coopération sans précédent s'inscrit dans un effort plus large de collaboration entre les deux institutions dans les contextes fragiles et les situations de conflit. Dans les années à venir, cette expérience servira de tremplin aux interventions menées avec les gouvernements d'accueil dans ces domaines.

● Des rescapés d'Ebola tendent la main aux enfants malades

Au plus fort de l'épidémie en 2014, les gens redoutaient de prendre les bébés malades dans leurs bras et de s'occuper des enfants soupçonnés d'être atteints d'Ebola. Au Libéria et en Sierra Leone, l'UNICEF et ses partenaires ont appuyé une initiative visant à ce que des survivants d'Ebola s'occupent d'enfants à risque dans des centres de soins intermédiaires gouvernementaux. Le Gouvernement de la Sierra Leone a organisé cinq conférences avec des rescapés d'Ebola. Plus de 400 personnes ont ainsi pu décrire leur expérience de la maladie, prendre des mesures pour en gérer les effets psychologiques et apprendre à s'occuper à leur tour des membres de leurs communautés, notamment à dispenser aux enfants touchés et malades l'amour, les soins et l'attention dont ils avaient besoin.

● Expéditions par avion et par bateau

L'UNICEF a été l'un des fournisseurs majeurs d'équipement et de fournitures destinés à la lutte contre Ebola pendant l'épidémie. Plus de 5 500 tonnes de fournitures ont été expédiées en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone en 2014, soit davantage que pour toutes les autres situations d'urgence confondues. L'UNICEF a fait tout son possible pour se procurer les articles requis directement sur place, pour mettre en place les chaînes logistiques des nouveaux produits et pour surmonter les limitations du marché et faire parvenir à bon port les marchandises (tenues de protection individuelle, eau de Javel et savon, médicaments essentiels, matériaux de construction, lits, tentes et matelas).



PROTECTION DES ENFANTS SYRIENS

Le conflit qui déchire la République arabe syrienne depuis quatre ans a traumatisé les enfants et leurs familles. En juin 2014, 7,6 millions de personnes avaient été déplacées et plus de 12 millions, dont 6 millions d'enfants, avaient besoin d'aide humanitaire. Sur les 3,3 millions de réfugiés disséminés en Égypte, en Iraq, en Jordanie, au Liban et en Turquie, 1,7 million étaient des enfants. Par le nombre de personnes déplacées et les problèmes de protection qu'il engendre, le conflit qui sévit en République arabe syrienne est à l'origine d'une crise d'une ampleur sans équivalent dans le monde.

L'UNICEF a axé son intervention sur la prévention de la malnutrition aiguë sévère et la vaccination systématique contre la poliomyélite, accompagnée de campagnes ciblées grâce auxquelles 2,9 millions d'enfants de moins de cinq ans ont pu être vaccinés. Grâce à l'aide de l'UNICEF, 15,6 millions de personnes ont eu accès à de l'eau potable, tandis que des interventions à plus long terme visaient la rénovation de l'infrastructure publique et le renforcement de la résilience. Nous avons également fourni des matériels pédagogiques à 2,8 millions d'enfants et dispensé un appui psychosocial à plus de 127 000.

L'UNICEF et ses partenaires ont poursuivi le déploiement de l'initiative « NON à une génération perdue », une approche intégrée adoptée en 2013 pour donner accès à l'éducation et à un environnement protégé aux enfants et aux adolescents syriens vivant dans le pays et à l'extérieur (*voir ci-dessous*).

En 2014, l'UNICEF a porté assistance à 659 500 personnes dans des régions difficiles d'accès situées à l'intérieur du territoire syrien grâce à 144 missions menées sur les différents fronts. En outre, 21 convois en provenance de Jordanie et de Turquie ont apporté une aide à 600 000 personnes (kits sanitaires, fournitures pour le traitement et la prévention de la malnutrition, eau et matériel d'assainissement, kits éducatifs et récréatifs).

Près de la moitié des enfants syriens réfugiés n'ont pas été scolarisés pendant l'année scolaire 2013-2014. L'UNICEF a plaidé en faveur de l'accès des jeunes réfugiés à une scolarité formelle et leur a distribué plus de 735 000 kits de vêtements d'hiver, dont plus d'un tiers acheté localement.

● NON à une génération perdue en République arabe syrienne

Qui enseignera, soignera et bâtira dans la République arabe syrienne de demain ? Les *enfants* syriens, ceux-là même qui ont été expulsés de leur domicile et ont franchi des frontières, aussi bien géographiques qu'allégoriques, auxquelles rien ne les préparait. Voilà pourquoi l'UNICEF mène une large part de son intervention sous l'égide du partenariat « NON à une génération perdue ». Le but est simple. Au-delà de la satisfaction des besoins élémentaires de survie, tels que soins médicaux et logement, il s'agit de veiller à ce que les enfants et les adolescents, scolarisés ou non, bénéficient de la formation, de la protection et des possibilités dont ils ont besoin pour devenir les futurs bâtisseurs, dirigeants et enseignants du pays. Le Koweït, un nouveau partenaire de l'UNICEF, a joué un rôle clé dans cette initiative. Son appui direct et soutenu a permis à l'UNICEF de dispenser une aide vitale à 3,1 millions de Syriens vulnérables dans le pays et à l'extérieur et de prendre des mesures pour renforcer la résilience des réfugiés et de leurs communautés d'accueil.

fermeture des écoles et contraint la population à vivre dans des campements de fortune. En collaboration avec ses partenaires, l'UNICEF a dispensé des services nutritionnels et sanitaires essentiels aux femmes et aux enfants, a veillé à ce qu'ils aient accès à l'eau potable et s'est assuré que les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille reçoivent des soins adaptés. Plus de 100 000 enfants afghans de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë sévère ont bénéficié d'un traitement.

Parallèlement, l'UNICEF a continué d'aider les enfants en Colombie, qui compte l'un des plus grands nombres de personnes déplacées au monde en raison du conflit armé qui sévit dans le pays depuis plus de cinquante ans. Fin 2014, le conflit avait touché près de deux millions d'enfants, notamment ceux enrôlés par des groupes armés illégaux et soumis à des violences sexuelles.

En Ukraine, l'UNICEF a fourni de l'eau potable à 60 000 personnes. Dans l'État de Palestine, il a dispensé un soutien psychosocial à 230 000 enfants traumatisés par les combats à Gaza. Le site www.unicef.org/appeals fournit des informations détaillées sur nos interventions d'urgence dans tous les pays en 2014.

Tout au long de l'année 2014, l'UNICEF a acheté et expédié des fournitures d'urgence, coordonné

des plans avec d'autres organismes des Nations Unies et divers gouvernements et dispensé une aide humanitaire vitale. Nous avons eu recours à des données, des éléments factuels et des technologies novatrices pour atteindre les enfants victimes de situations d'urgence, notamment les plus défavorisés. Nous nous sommes également appuyés sur des données et des éléments factuels pour améliorer progressivement nos interventions.

L'UNICEF s'est servi d'innovations telles que les systèmes d'identification biométrique pour verser les dons en espèces au profit des enfants syriens les plus vulnérables réfugiés en Jordanie. Des distributeurs d'espèces spéciaux dotés d'une technologie de reconnaissance rétinienne ont remis l'argent en main propre aux familles de réfugiés. Au Liban, un exercice de cartographie locale a permis de repérer les lieux de résidence de la grande majorité des réfugiés syriens et des groupes vulnérables libanais et permis à l'UNICEF et à ses partenaires d'apporter une aide en matière de santé, d'assainissement, d'éducation et de protection de l'enfance à ceux qui en avaient le plus besoin (*voir pages 12-13*). Au Yémen, l'UNICEF s'est appuyé sur des données factuelles et une analyse de la vulnérabilité pour dispenser des services de santé essentiels aux enfants les plus marginalisés de districts clés.

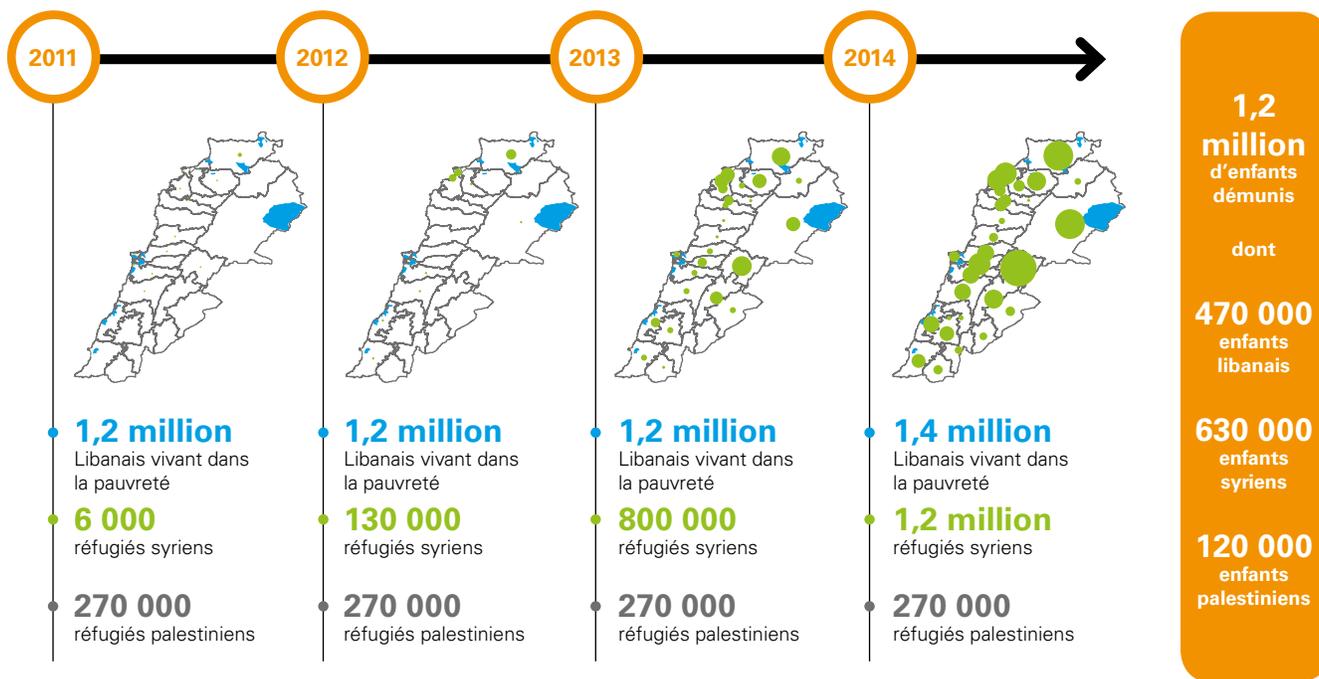
● Amplifier la voix des enfants

Tous les enfants ont une histoire à raconter. En collaboration avec la Commission européenne et les comités nationaux de l'UNICEF d'Espagne, de Grèce, d'Irlande, d'Italie, de Pologne et de Slovaquie, l'UNICEF a lancé en mai 2014 la campagne « La voix des enfants » qui met en avant les témoignages d'Aya (République arabe syrienne), de Michel (Philippines) et de Chamsia (Tchad). Lancée par des célébrités européennes et des ambassadeurs itinérants de l'UNICEF, elle fait appel à des sites Internet qui y sont dédiés et aux médias traditionnels, et invite le grand public à relayer son message sur les réseaux sociaux.

L'équité en action : cartographie de la vulnérabilité au Liban

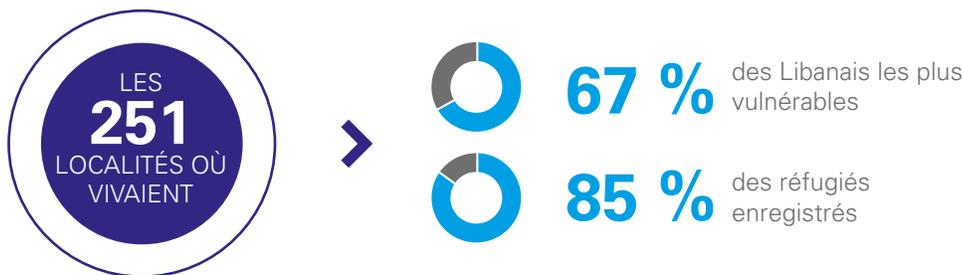
En 2014, l'UNICEF et le Gouvernement libanais se sont efforcés de répondre de manière équitable aux besoins de réfugiés syriens toujours plus nombreux et des 1,4 million de Libanais vivant dans la pauvreté. Une cartographie détaillée a permis d'identifier les localités où vivaient le plus grand nombre d'enfants et de familles vulnérables. En proposant à ces ménages différents services aux principaux points de prestation, l'UNICEF et ses partenaires ont pu répondre plus efficacement aux besoins des enfants les plus vulnérables.

Le nombre de réfugiés au Liban a progressé régulièrement entre 2011 et 2014



Approche

L'UNICEF et le gouvernement ont superposé sur une carte les localités où vivaient les réfugiés syriens (et palestiniens) en provenance de République arabe syrienne, les Libanais les plus pauvres et les réfugiés palestiniens déjà installés au Liban. Cette carte a révélé :



➤ **Une cartographie complète de la vulnérabilité permet à l'UNICEF et à ses partenaires de dispenser des services efficaces et de toucher les personnes les plus démunies.**

Secteurs programmatiques

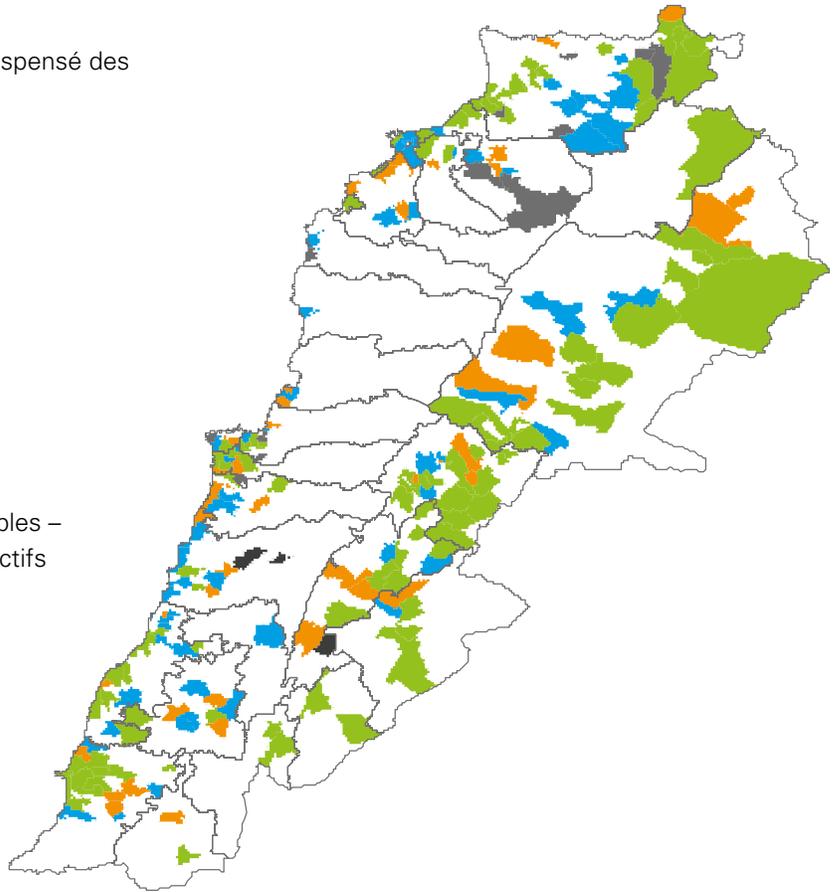
Au Liban, l'UNICEF et ses partenaires ont dispensé des services dans quatre secteurs principaux :

EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

ÉDUCATION

PROTECTION DE L'ENFANCE

SANTÉ ET NUTRITION



Services dispensés dans les 251 localités cibles –
Par nombre de secteurs programmatiques actifs
dans chacune d'entre elles :

- 0 secteur actif
- 1 secteur actif
- 2 secteurs actifs
- 3 secteurs actifs
- 4 secteurs actifs

Passerelles mises en place par l'UNICEF et ses partenaires pour atteindre les populations les plus vulnérables au Liban

Écoles publiques



1 278

Centres de développement social



57

Centres de soins primaires



206

Installations de fortune



1 637

Centres d'enregistrement du HCR et postes-frontières



8

Centres communautaires



20

Camps palestiniens



12

Regroupements de Palestiniens



3

Dans 35 pays secoués par des conflits et des catastrophes naturelles en 2014, l'UNICEF et ses partenaires sont intervenus pour prévenir et lutter contre les différentes formes de violence sexiste. Ils ont ainsi formé plus de 425 000 femmes, filles, hommes et garçons à la marche à suivre pour trouver de l'aide en cas de violences sexistes et sexuelles. L'UNICEF a également formé plus de 8 500 prestataires de services à la prise en charge des victimes de ce type de violences.

À l'issue d'une étude approfondie ayant fait intervenir des femmes et des adolescentes victimes de crises humanitaires, l'UNICEF a créé deux nouveaux kits (le Kit d'intervention immédiate WASH et dignité et le Kit hygiène et dignité pour les familles). Mis à disposition en 2014, ils comprennent des produits d'hygiène menstruelle et des lampes de poche pour davantage de sécurité.

Répondre aux besoins humanitaires urgents de millions d'enfants s'est avéré une tâche ardue pour l'organisation. Une forte insécurité régnait dans certaines régions de République centrafricaine, d'Iraq et de République arabe syrienne, entre autres. Les fonds reçus ont été inférieurs aux montants requis pour une intervention complète dans presque toutes les situations d'urgence auxquelles l'UNICEF a participé.

En 2014, 934 personnes ont été déployées en renfort, contre 755 en 2013. Dans près de 90 % des cas (dont 285 en rapport avec la lutte contre Ebola), il s'agissait d'urgences nécessitant la mobilisation générale de l'organisation. Les fournitures d'urgence acquises par les services d'approvisionnement de l'UNICEF à destination de toute la planète ont permis de répondre à un grand nombre des besoins humanitaires des enfants.

Toujours soucieux d'améliorer la performance et l'efficacité de son action humanitaire, l'UNICEF a organisé une série de consultations avec ses partenaires afin de renforcer ses interventions dans les situations de crise. Ces efforts ont permis de mieux encadrer et accompagner le personnel agissant dans des environnements complexes et hostiles en 2014.

Dans les pays frappés par des urgences humanitaires, l'UNICEF a collaboré étroitement avec les gouvernements et d'autres partenaires afin que ne soit pas négligé le développement à long terme des enfants, notamment des plus vulnérables. Dans ce domaine, l'UNICEF prône notamment la résilience, qui aide les familles à faire face aux crises éventuelles. La diversité de notre expérience en matière d'aide à l'enfance nous rend particulièrement aptes à faire le lien entre action humanitaire et action au service du développement.

Partout où l'on voit de terribles violences, on voit aussi plus de gens qui tentent d'aider.

••• **Mia Farrow**

Ambassadrice itinérante de l'UNICEF, lors d'un voyage en République centrafricaine, juillet 2014.



AIDER LES POPULATIONS DIFFICILES À ATTEINDRE AU **SUDAN DU SUD**

Le début du conflit au Soudan du Sud fin 2013 a soumis les populations à l'exode, à la faim, à la maladie et à une violation généralisée de leurs droits. Fin 2014, les violences avaient presque entièrement démantelé les services sociaux de base sur plus de la moitié du territoire. Près de 1,9 million de personnes, dont environ 750 000 enfants, avaient fui leur domicile. En 2014, près de 500 000 Sud-Soudanais se sont réfugiés dans les pays avoisinants, principalement l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda et le Soudan.

Le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère a doublé en raison du conflit et les portes des écoles sont demeurées fermées pour 400 000 jeunes élèves. Pendant ce temps, les forces et les groupes armés enrôlaient des milliers d'enfants dont un grand nombre, notamment les filles, ont été victimes de violences sexistes.

Début 2014, l'UNICEF et ses partenaires se sont efforcés d'apporter une aide humanitaire aux centaines de milliers de personnes vivant dans les régions isolées touchées par le conflit. Un don initial de la Fondation IKEA a donné le coup d'envoi à un Mécanisme d'intervention rapide (MIR) (voir ci-dessous) qui a permis de dispenser une aide aux enfants et familles difficiles à atteindre du Soudan du Sud. Par la suite, le fonctionnement de ce dispositif a été financé principalement par les ressources ordinaires de l'UNICEF. Fin 2014, l'UNICEF, le Programme alimentaire mondial et d'autres partenaires intervenaient auprès de 600 000 personnes (dont 127 000 enfants) contre 90 000 au début de l'année. Le MIR du Soudan du Sud intervient en priorité dans les zones touchées par la malnutrition. Il complète la distribution de nourriture par le dépistage des troubles nutritionnels, l'aiguillage vers des professionnels de santé, la fourniture d'eau potable, la vaccination, l'accès à l'éducation et la protection de l'enfance. Un quart des enfants non accompagnés et séparés ont pu être identifiés et envoyés pour un suivi en 2014 grâce à ces efforts conjoints.

● **Jouer la carte de l'équité grâce au Mécanisme d'intervention rapide**

En 2014, le Mécanisme d'intervention rapide s'est avéré efficace pour apporter rapidement une aide vitale aux enfants et aux familles vulnérables, notamment ceux hors de portée des partenaires locaux de l'UNICEF en raison de la situation géographique ou de l'insécurité. Ce dispositif mobile permet d'évaluer les besoins humanitaires et de dispenser un appui vital, notamment la mise en œuvre directe d'activités telles que la vaccination et le dépistage des troubles nutritionnels. En collaboration avec des organisations clés des Nations Unies et des ONG partenaires et avec le soutien de donateurs, l'UNICEF a mis en œuvre des MIR en Iraq, en République centrafricaine et en République du Soudan du Sud. Il dirige également le mécanisme en République démocratique du Congo. Menés dans différents contextes et avec différents partenaires, les MIR constituent une méthode rapide et fiable de déploiement d'équipes humanitaires multisectorielles et d'aide d'urgence aux enfants et aux familles.



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : UN PAYS OÙ IL NE FAIT PAS BON ÊTRE UN ENFANT

Déplacés, séparés de leur famille, violés, mutilés ou tués, plus de deux millions d'enfants ont profondément souffert de la violence en République centrafricaine en 2014. On estime à près de 10 000 le nombre d'enfants enrôlés de force par des groupes armés. Un grand nombre d'enfants et de familles n'ont pas accès aux soins médicaux, à l'eau potable, à des installations d'assainissement adéquates et aux services de prise en charge du VIH/SIDA. L'insécurité alimentaire frappe près de 1,4 million de personnes. Fin 2014, environ 850 000 personnes n'avaient toujours pas réintégré leur domicile. Seules un peu plus de la moitié d'entre elles se trouvaient en République centrafricaine tandis que le reste avait fui vers des pays voisins.

Cette situation d'urgence a testé la capacité de l'UNICEF à jouer son rôle à grande échelle dans un contexte complexe et instable. Mais en fin de compte, l'organisation a vacciné près de 238 000 enfants de moins de cinq ans contre la rougeole, plus de 1,14 million de personnes contre la poliomyélite et dispensé aux enfants des services d'éducation, d'assainissement et de nutrition. Elle a également libéré plus de 2 800 enfants enrôlés dans des groupes armés, dispensé un soutien psychosocial, accompagné les survivants de violences sexistes et contribué à réunir des enfants et leur famille. Elle a aussi coordonné un mécanisme d'intervention rapide qui a permis d'élargir l'aide apportée aux populations en situation d'urgence humanitaire.

Une grand-mère ayant fui les violences en République centrafricaine avec sa famille veille sur ses petits-enfants endormis.



© UNICEF/PFPG2015-2454/Logan



INTERVENTION CONTRE LES VIOLATIONS DE LA PROTECTION EN IRAQ

En Iraq, après des années d'un conflit de plus en plus lié aux combats livrés en République arabe syrienne voisine, les atteintes au bien-être des femmes et des enfants irakiens n'ont pas connu de répit en 2014. La violence a contraint les habitants à fuir leur domicile. La poliomyélite a fait sa réapparition dans le pays après quatorze ans d'absence. L'hiver a aggravé les privations matérielles extrêmes endurées par les personnes déplacées et déracinées.

En 2014 en Iraq, près de 5,2 millions de personnes ont eu besoin d'une aide humanitaire, dont 1,7 million vivant dans des régions inaccessibles contrôlées par des groupes armés. Les enfants représentaient la moitié des 2,2 millions de personnes déplacées éparpillées aux quatre coins du pays. L'Iraq a également continué d'abriter plus de 210 000 réfugiés syriens, dont deux tiers de femmes et d'enfants nécessitant une protection spécifique.

Avec le Ministère de la santé irakien et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'UNICEF a vacciné 5,6 millions d'enfants contre la poliomyélite. Au total, 757 000 personnes ont eu accès à de l'eau potable et 600 000 à des produits d'hygiène. L'UNICEF a également aidé plus de 215 000 enfants à poursuivre leur scolarité tandis que d'autres ont pu bénéficier d'espaces de jeu sécurisés spécialement conçus à leur intention. Environ 160 000 enfants ont reçu des vêtements d'hiver et divers articles pour faire face à la mauvaise saison. L'UNICEF a également vérifié et recensé plus de 2 500 cas de violations graves des droits de l'enfant qui soulignent la nécessité de mieux protéger les enfants en Iraq.

Un Mécanisme d'intervention rapide mis en place avec des partenaires a distribué à plus de 380 000 personnes déplacées des kits de fournitures légers et portables contenant des produits d'hygiène pour adultes, 12 litres d'eau potable, 12 kg de rations alimentaires et un jerrycan, soit assez pour une famille se déplaçant jusqu'à sept jours.

« Toutes les nuits, je rêve que je suis de retour à mon école, que mon institutrice fait la classe. Je m'imagine de retour à la maison avec mes parents, tout est calme et paisible, tout va bien. »

••• Noor, 8 ans

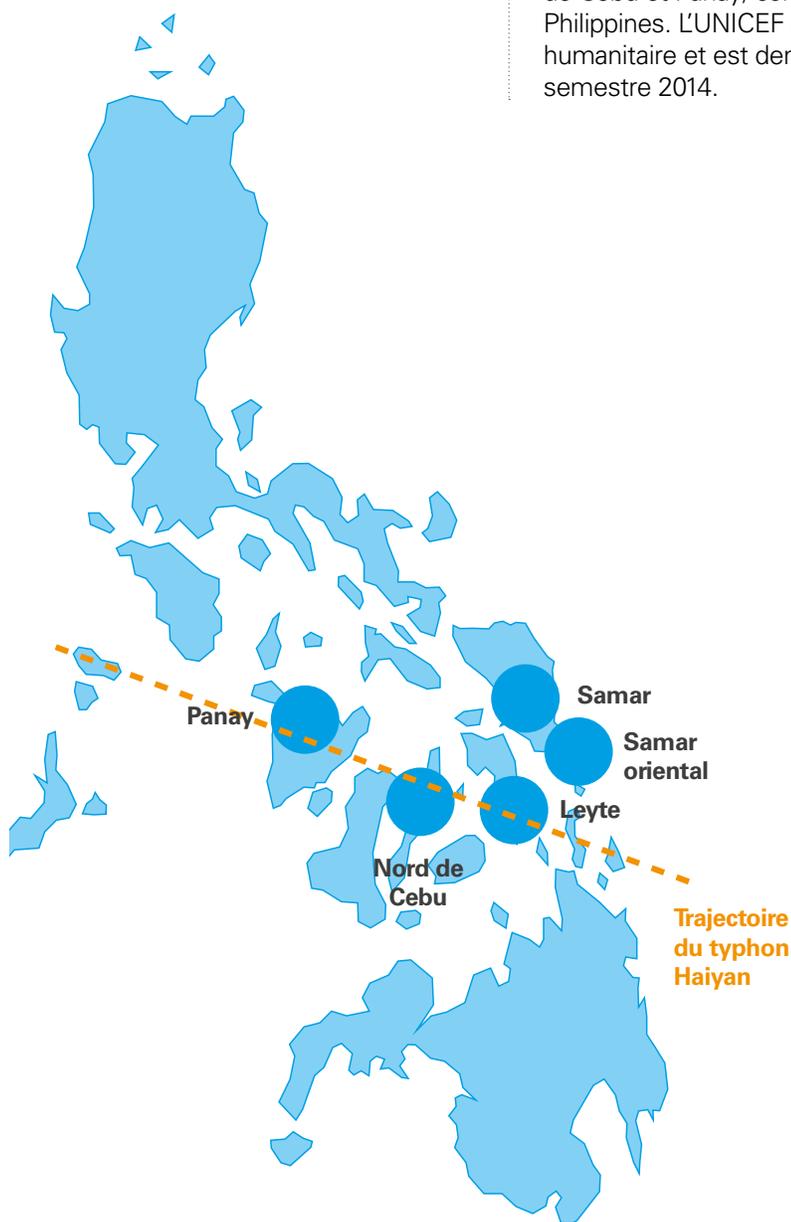
Camp de personnes déplacées de Beharka, Iraq, septembre 2014.

Répondre aux besoins humanitaires et penser à l'avenir : intervention suite au passage du typhon Haiyan

Le 8 novembre 2013

LE TYPHON HAIYAN frappeait les Philippines

La tempête et les vents extrêmement violents qui se sont abattus sur les villages côtiers ont fait plus de 6 000 victimes. Le typhon a totalement détruit des écoles, des maisons et des centres de santé. Avec 40 % d'enfants vivant dans la pauvreté, les régions côtières et intérieures les plus touchées (Leyte, Samar, Samar oriental, nord de Cebu et Panay) comptaient déjà parmi les plus vulnérables des Philippines. L'UNICEF a immédiatement déclenché une intervention humanitaire et est demeuré en état d'alerte pendant tout le premier semestre 2014.



14
MILLIONS



NOMBRE TOTAL DE VICTIMES

4,1
MILLIONS



NOMBRE TOTAL DE PERSONNES DÉPLACÉES

5,9
MILLIONS



NOMBRE D'ENFANTS TOUCHÉS

1,7
MILLION

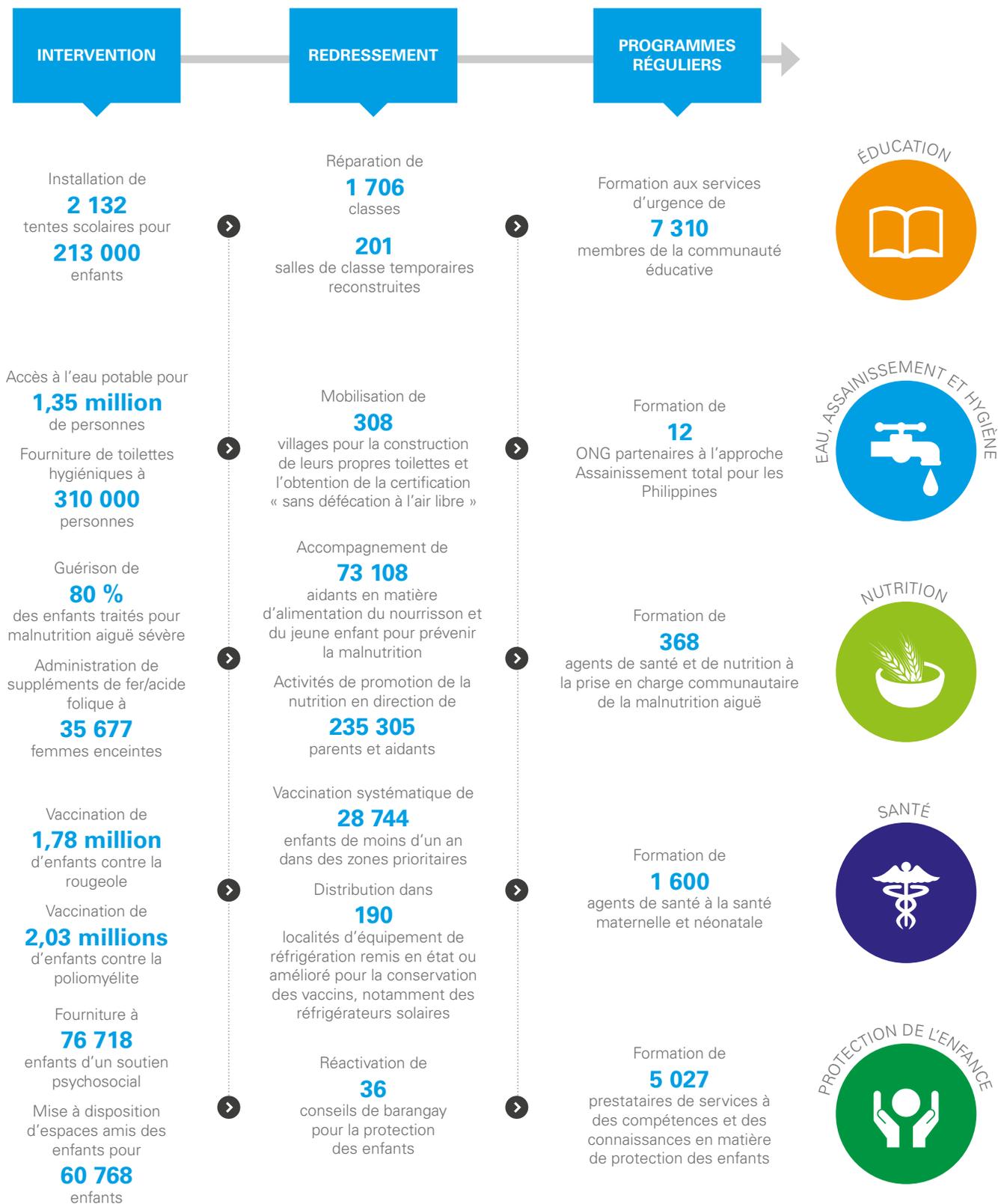


NOMBRE D'ENFANTS DÉPLACÉS

➤ L'UNICEF est intervenu sur de nombreux fronts.

En collaboration avec les communautés, le gouvernement, la société civile et de nombreux partenaires locaux et internationaux, l'UNICEF a commencé par répondre aux besoins urgents des enfants avant de renforcer leur sécurité et leur capacité de résilience.

À la fin de la phase humanitaire en juillet 2014, l'intervention est passée à la phase de redressement et de reconstruction.



Les différents aspects de notre action se renforcent mutuellement.



Indonésie : une mère avec sa petite fille et son bébé dans la province de Papouasie, où l'UNICEF dispense des services de santé aux familles des villages reculés.

2

PRIORITÉS PROGRAMMATIQUES

« Les programmes de l'UNICEF mettent l'accent sur les enfants les plus défavorisés, notamment ceux qui vivent dans des contextes fragiles... »

... UNICEF
Plan stratégique 2014-2017

Le nouveau Plan stratégique 2014-2017 de l'UNICEF constitue la feuille de route pour tenir notre engagement : assurer une chance équitable à tous les enfants.

Il définit les actions à mener au nom du droit des enfants à la santé, à l'eau potable, à l'éducation, à une bonne alimentation, à la protection et à l'aide sociales ainsi qu'à l'accès à la prévention, au traitement et à la prise en charge du VIH.

En 2014, l'UNICEF a été chef de file ou membre de partenariats mondiaux et régionaux de premier plan dans tous ses domaines d'intervention. Un grand nombre de ses efforts en faveur de la santé de l'enfant ont soutenu l'initiative du Secrétaire général des Nations Unies sur la santé des femmes et des enfants « Toutes les femmes, tous les enfants ». Ardent défenseur de cette cause, le Gouvernement canadien a organisé au mois de mai, avec l'UNICEF et d'autres partenaires, le sommet « Sauvons chaque femme, chaque enfant : un objectif à notre portée » dans le cadre d'un plaidoyer visant à convaincre de l'importance de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants dans la politique mondiale de développement. Par ailleurs, l'UNICEF a ouvert ses locaux au secrétariat du mouvement « Une promesse renouvelée » qui lutte contre les

décès évitables chez les mères et les enfants. Il a également joué un rôle central dans l'initiative « Renforcer la nutrition », le partenariat « Assainissement et eau pour tous », l'Alliance GAVI, le Partenariat mondial pour l'éducation et de nombreux autres partenariats internationaux.

L'UNICEF a mis en œuvre des programmes de pays avec les gouvernements et aidé ces derniers à mener à bien leurs priorités en matière de développement. Il a également noué des partenariats avec les gouvernements de pays donateurs, d'autres institutions des Nations Unies, des organisations nationales et locales ainsi qu'un large éventail d'organisations de la société civile. Il a produit et partagé des données factuelles sur des aspects essentiels du bien-être des enfants afin d'appuyer l'élaboration de politiques qui leur soient favorables. Parallèlement à l'accélération de la réalisation des OMD, qui arriveront à leur terme en 2015, nous nous sommes efforcés de faire inscrire la question des enfants parmi les priorités des Objectifs de développement durable post-2015.

EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

En 2014, l'aide de l'UNICEF a permis à près de 32 millions de personnes vivant dans divers contextes de développement et humanitaires, dont un grand nombre appartenant aux groupes les plus marginalisés, d'accéder à une eau potable de meilleure qualité. Près de 16 millions ont eu accès à l'assainissement. Plus de 19 000 communautés (où vivent 9,3 millions de personnes) ont été certifiées sans défécation à l'air libre. Les installations WASH (eau, assainissement et hygiène) dont l'UNICEF a équipé des centres de santé et des écoles ont profité à des millions d'enfants. L'organisation a également aidé les pays à mettre en place des systèmes nationaux de suivi de l'équité de l'accès à l'eau et aux services d'assainissement.

L'année 2014 a également été placée sous le signe de l'innovation : éléments complémentaires pour les latrines à fosse avec dalle (sièges pour les personnes âgées et handicapées) ; pots pour les jeunes enfants ; jerricanes semi-rigides pour faciliter le transport et l'utilisation ; kits d'hygiène et kits « de dignité » améliorés ; développement en cours de nouvelles technologies de traitement d'urgence de l'eau dans les foyers, en partenariat avec des universités.

Le manque d'accès à l'eau et aux services d'assainissement handicape surtout les femmes et les filles. En 2014, l'UNICEF a fourni des produits d'hygiène menstruelle à plus de

Iraq : après des jours de marche, des garçons de familles yézidiées déplacées se baignent dans la province de Dahûk.



© UNICEF/NYHQ2014-1253/Khuzai

« Avant, je devais marcher longtemps [pour aller chercher de l'eau] avec mes sœurs, dans le froid en hiver et dans la chaleur en été. Maintenant, nous pouvons tous nous concentrer sur nos études et jouer avec nos amis. »

••• Ahmad El-Assawi, 7 ans

L'UNICEF a mis en place une installation de désalinisation d'eau saumâtre dans le camp de réfugiés de Nuseirat à Gaza (État de Palestine) où vit Ahmad.



VIET NAM :
CRÉER LES
CONDITIONS DE
L'ASSAINISSEMENT
TOTAL

La plupart des habitants des régions isolées du Viet Nam ne disposent pas d'un assainissement convenable et n'ont qu'un accès minimal aux ressources et aux informations. En collaboration avec plusieurs partenaires, notamment la Banque mondiale et le Gouvernement, l'UNICEF a dispensé une assistance technique pour créer les conditions d'une action efficace dirigée par les communautés en vue d'un assainissement total. La comparaison des niveaux de pauvreté aux niveaux d'accès à l'assainissement dans quatre provinces sélectionnées a aidé les décideurs locaux à octroyer les ressources de manière ciblée, pour répondre aux besoins les plus pressants. La mobilisation des communautés a contribué à générer une demande d'amélioration de l'assainissement. Des artisans et des chefs d'entreprise ont été formés à la construction de latrines avec des matériaux locaux tandis que les autorités locales ont facilité l'accès des plus pauvres à des prêts. De ce fait, davantage de communautés sont désormais certifiées sans défécation à l'air libre et le Gouvernement s'est engagé à poursuivre dans cette voie.



**TROUVER OÙ
INVESTIR LES
RESSOURCES**

Quelque 99 % des Pakistanais les plus riches ont accès à l'assainissement contre 19 % seulement des plus pauvres. En 2014, le programme « Pakistan Approach to Total Sanitation » a amélioré l'accès à l'assainissement de 1,2 million de personnes dans 23 districts caractérisés par un indice de bien-être des enfants faible, un risque élevé de poliomyélite et un statut nutritionnel bas. Les communautés elles-mêmes ont désigné les foyers les plus vulnérables, qui ont participé à la prise de décision et aidé à construire des latrines pour leur propre famille, ce qui a conduit à des changements positifs globaux.

1,7 million de femmes et de filles victimes de crises humanitaires. Au Soudan du Sud, des kits d'hygiène ont été distribués à 500 000 femmes et filles touchées par le conflit. En Iraq, l'UNICEF a aidé à mettre en place des latrines, des douches et des salles d'eau conçues pour protéger l'intimité

et la dignité des femmes et des filles dans les camps de personnes déplacées. Partout où ils ont été menés, les programmes WASH et les efforts de plaidoyer de l'UNICEF ont encouragé les femmes et les filles à se faire entendre et à participer à la prise de décision.



DES PARTENARIATS
PUBLIC-PRIVÉ
POUR UN VÉRITABLE
CHANGEMENT

Depuis 2012, la Fondation Unilever et Domestos, sa marque leader de produits d'entretien, travaillent en partenariat avec l'UNICEF afin d'impulser un changement mesurable dans la manière dont sont abordées les questions d'eau, d'hygiène et surtout d'assainissement. Grâce à une approche globale comprenant des interventions visant à faire évoluer les comportements, un marketing axé sur l'assainissement et des activités de plaidoyer, ce partenariat a atteint 1,3 million de personnes. L'élimination de la défécation à l'air libre dans les communautés s'est traduite pour la moitié d'entre elles par une amélioration de la santé, de la sécurité et de la dignité.

SANTÉ

En 2013, 6,3 millions d'enfants de moins de cinq ans sont décédés, le plus souvent de causes évitables. En 2014, l'engagement de l'UNICEF à lutter contre ces décès évitables a pris de multiples formes : études, collecte et analyse de données, plaidoyer dans les pays en faveur de l'amélioration des politiques, coordination de programmes et de partenariats mondiaux et régionaux visant à renforcer les systèmes de santé et livraison régulière de fournitures de santé essentielles adaptées.

L'UNICEF a acheté 2,71 milliards de doses de vaccin destinées à cent pays, une quantité

suffisante pour immuniser 40 % des enfants dans le monde, et facilité ou organisé le financement de plusieurs campagnes de vaccination ponctuelle et systématique. Ainsi, son partenaire Procter & Gamble a lancé un appel aux dons pour l'achat de vaccins visant à protéger cent millions de femmes et leurs bébés contre le tétanos maternel et néonatal, une maladie évitable qui coûte la vie à 49 000 nouveau-nés chaque année. D'autres initiatives de vaccination ont contribué à enrayer la poliomyélite au Nigéria et en Somalie, mais se sont heurtées à des difficultés en Afghanistan et au Pakistan en raison des conflits et de l'instabilité politique qui y règnent.

Notre action en faveur de la santé maternelle nous a également amenés à prendre une part active à de grandes initiatives mondiales telles que « Toutes les femmes, tous les enfants ». Nous avons également commencé à formuler une stratégie exhaustive pour atteindre les adolescentes par différents points d'entrée du secteur de la santé et d'autres secteurs (VIH et SIDA, WASH, éducation et nutrition, entre autres).

La part des décès néo-natals dans la mortalité totale des enfants de moins de cinq ans augmente ; le fait que la charge de la mortalité des nouveau-nés touche principalement les familles les plus pauvres pose crûment la

question de l'équité. En 2014, les nouveau-nés ont constitué l'une des priorités de l'action mondiale de l'UNICEF en matière de santé maternelle et infantile. Avec l'OMS, l'UNICEF a lancé le plan d'action « Chaque nouveau-né » qui a été rapidement adopté par les 193 États membres de l'Assemblée mondiale de la Santé. Cette initiative a pour ambition de réduire de manière significative et en une génération la mortalité néo-natale et la morti-mortalité. Cette priorité concertée accordée à la santé du nouveau-né transparait également dans le rapport annuel du mouvement « Une promesse renouvelée », qui fournit des données et une analyse des tendances et des enjeux en matière de santé néo-natale.



DES
PARTENAIRES CLÉS
DU SECTEUR PRIVÉ
S'IMPLIQUENT DANS
LA LUTTE MONDIALE
CONTRE
LA POLIOMYÉLITE

Le financement crucial assuré par des philanthropes privés regroupés au sein du National Philanthropic Trust et les partenariats de longue date avec Rotary International et la Fondation Bill & Melinda Gates ont permis de former des agents de santé, de distribuer des vaccins et de donner les moyens aux communautés de participer activement aux efforts d'éradication de la poliomyélite. easyJet, l'une des plus importantes compagnies aériennes européennes, collabore avec l'UNICEF depuis 2012 dans le cadre du partenariat de collecte de fonds « Change for Good ». En 2014, la compagnie a récolté 2,4 millions de dollars et s'est associée à l'action de l'UNICEF contre la poliomyélite. Grâce à son partenariat avec le club de football professionnel grec Olympiacos FC, l'UNICEF a pu acheter des vaccins contre la poliomyélite et d'autres maladies infantiles au profit d'une campagne de vaccination de l'UNICEF (toujours en cours) qui a permis de vacciner 600 000 enfants tchadiens de moins d'un an contre la poliomyélite et d'autres maladies entre janvier 2013 et juin 2014 ainsi que d'acheter 242 réfrigérateurs solaires pour y conserver les vaccins. Le Tchad est l'un des pays qui comptent la proportion la plus élevée d'enfants non vaccinés.



NIGÉRIA : VERS L'ÉRADICATION DE LA POLIOMYÉLITE

Depuis la création de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite en 1988, l'incidence de cette maladie a diminué de 99 % dans le monde. Pour éradiquer la polio, il est impératif d'éliminer le 1 % restant mais les enfants visés vivent souvent dans des régions mal desservies, difficiles d'accès ou en proie à un conflit, ce qui complique à l'extrême les interventions. Le Nigéria est l'un des trois pays où la poliomyélite demeure à l'état endémique. En étroite collaboration avec le Gouvernement, les dirigeants locaux et ses partenaires au sein de l'Initiative, l'UNICEF a identifié les communautés des États du nord endémiques dans lesquelles la vaccination des enfants était soit insuffisante soit inexistante. Une nouvelle initiative a vu la mise en place de « camps de santé » grâce auxquels on a pu vacciner ces communautés contre la poliomyélite, mais aussi les faire bénéficier d'un ensemble d'autres interventions sanitaires et nutritionnelles à fort impact. En 2014, l'administration de plus de sept millions de doses de vaccin a fait chuter le nombre de cas de poliovirus sauvage à seulement six cas, contre 53 en 2013.



INDE : COMBLER LES ÉCARTS ENTRE L'OFFRE ET LA DEMANDE POUR AMÉLIORER LA SANTÉ DES BÉBÉS

En Inde, la charge de la mortalité néo-natale et du retard de croissance pèse sur de nombreux districts isolés, tribaux ou en proie à un conflit. Afin de diagnostiquer correctement les besoins et de proposer des interventions ciblées, l'UNICEF et le Ministère de la santé ont analysé les écarts entre l'offre et la demande de services de santé dans les districts. Dans l'État du Rajasthan, l'UNICEF a collaboré étroitement avec les chefs tribaux. En un an, les accouchements réalisés au sein des structures de santé ont augmenté de 8 % et la morti-natalité a décliné de 9 % dans 115 établissements de santé confrontés à un très grand nombre de cas. Au niveau de l'État, 50 000 nouveau-nés souffrant de problèmes de santé ont été pris en charge dans 36 centres de soins néonataux et 4 500 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont reçu des soins dans 47 centres de nutrition.



INDONÉSIE : DE MEILLEURES DONNÉES POUR UNE MEILLEURE UTILISATION DES RESSOURCES LOCALES EN INDONÉSIE

La survie de l'enfant s'est considérablement améliorée en Indonésie au cours des vingt dernières années. Pourtant, la mortalité des nourrissons et des enfants de moins de cinq ans demeure trois fois plus élevée dans les familles les plus pauvres que dans les familles les plus riches et la situation en matière de survie du nourrisson et du jeune enfant est très inégale selon les régions. Pour s'attaquer à ces disparités, l'UNICEF a aidé les autorités sanitaires locales à améliorer le suivi et la planification et à optimiser leurs ressources en s'appuyant sur des données factuelles. Dans le district d'Aceh Timur, le suivi a révélé que les parents n'administraient pas à leurs enfants les suppléments de zinc distribués pour traiter la diarrhée par crainte qu'ils les rendent malades. Comme les sages-femmes n'étaient pas en mesure d'informer correctement les parents, l'UNICEF les a formées et les a aidées à consigner leurs expériences afin qu'il soit possible d'effectuer le suivi en temps réel. On a ainsi noté une augmentation de 40 % de l'apport en zinc entre 2013 et 2014.



BRÉSIL :
PRESTATION DE
SERVICES DE PRISE
EN CHARGE DU VIH
AUX ADOLESCENTS
À RISQUE

Financé par le M-A-C AIDS Fund et mis en œuvre par l'UNICEF et les autorités locales de Fortaleza, le projet « Fique Sabendo Jovem » (Pour une prise de conscience des jeunes) a dispensé en 2014 des services de dépistage du VIH et des maladies sexuellement transmissibles à des adolescents et des jeunes à haut risque. Des services de proximité assurés par les pairs ont pour mission de convaincre les adolescents de se rendre dans un dispensaire mobile pour effectuer les tests de dépistage et bénéficier d'un suivi si les résultats sont positifs. Quelque 70 % des adolescents et des adolescentes effectuaient ce test pour la première fois.



GUINÉE-BISSAU :
SENSIBILISATION
DES ÉLÈVES
DÉFICIENTS
AUDITIFS AUX
RAPPORTS
SEXUELS
PROTÉGÉS

À l'instigation de bénévoles chargés de la sensibilisation au VIH en milieu scolaire, l'UNICEF s'est associé à ALTERNAG, une ONG locale, pour effectuer une étude sur l'éducation au VIH, au sexe et à la sexualité dispensée par l'école nationale pour enfants déficients auditifs de Guinée-Bissau et évaluer les connaissances des enfants en la matière. Les résultats ont révélé qu'il fallait répondre aux besoins spécifiques des élèves en matière d'enseignement et d'apprentissage afin de diminuer leur vulnérabilité aux pratiques sexuelles non protégées, à la déscolarisation due aux grossesses précoces et à d'autres risques. Ces efforts ont ouvert la voie à des échanges sans tabou en langue des signes sur le VIH et la sexualité et débouché en 2014 sur un programme qui mise sur de nouvelles méthodes pour former les enseignants, hausser le niveau d'engagement des élèves et renforcer la sensibilisation au VIH.



AFRIQUE DU SUD :
IDENTIFICATION
DES GOULETS
D'ÉTRANGLEMENT
ENTRAVANT LA
PRÉVENTION DE LA
TRANSMISSION DU
VIH DE LA MÈRE À
L'ENFANT

En Afrique du Sud, on estime que 270 000 à 300 000 femmes séropositives tombent enceintes chaque année. Il est impératif que chaque femme enceinte et son bébé bénéficient d'une prise en charge intégrale de qualité pour prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Il est tout aussi impératif de suivre la couverture et la qualité de ces services à tous les niveaux : communauté, établissement, district, province, pays. En 2014, la création et la décentralisation d'un tableau de bord innovant de type « feux de signalisation » regroupant des indicateurs clés ont continué. Cet outil permet de suivre les services et d'identifier les goulets d'étranglement. Un état des lieux a également été mené à l'échelon national. L'UNICEF a par ailleurs soutenu la révision des directives afin que soit fourni un traitement à vie à toutes les femmes séropositives enceintes ou allaitantes.

VIH ET SIDA

En dépit des énormes progrès de la lutte contre le SIDA dans le monde, des inégalités persistent. Fin 2013, sur la totalité des personnes vivant avec le VIH, 37 % des adultes contre seulement 23 % des enfants de 1 à 14 ans bénéficiaient d'un traitement antirétroviral dans l'ensemble des pays à revenu faible et intermédiaire. Le SIDA est aujourd'hui la première cause de décès des adolescents africains et la deuxième chez les adolescents dans le monde. On estime que 120 000 adolescents ont succombé à des maladies liées au SIDA en 2013.

En 2013, près des deux tiers des nouvelles infections à VIH chez les adolescents ont

concerné des filles de 15 à 19 ans. Les garçons homosexuels et bisexuels, les adolescents transsexuels, les adolescents victimes d'exploitation sexuelle et les adolescents consommateurs de drogues injectables sont eux aussi particulièrement touchés. De nombreux adolescents de ces populations clés ne sont jamais diagnostiqués, encore moins traités, parce qu'ils craignent les conséquences qu'entraînerait une demande d'informations ou leur participation à des programmes de prévention ou de dépistage. En matière de VIH et de SIDA, l'UNICEF œuvre en faveur d'une plus grande égalité d'accès aux connaissances, aux services et au traitement pour les membres des populations les plus vulnérables.

République-Unie de Tanzanie : une femme vivant avec le VIH à Mbeya City, dans le sud du pays, tient dans ses bras son bébé qui a échappé à l'infection grâce aux actions de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant.



© UNICEF/PFPG2014-1270/Bisin



**SOUDAN ET
CAMBODGE :**
TRAITER LA
MALNUTRITION
AIGUË SÉVÈRE

Au Soudan, la malnutrition aiguë sévère touche 550 000 enfants chaque année et fait planer une menace sur leur vie. Cette situation recoupe les domaines de l'humanitaire, de la transition, du redressement et du développement. Afin d'y faire face, l'UNICEF aide depuis deux ans le gouvernement et ses partenaires à mieux identifier et traiter les enfants grâce à l'amélioration de la politique nationale en matière de nutrition. En 2013, l'UNICEF et le gouvernement ont rédigé une note de politique, fondée sur des données factuelles, qui a catalysé ces efforts. Les données ont révélé une nette différence entre les niveaux de nutrition des zones rurales et urbaines ainsi que l'impact de la malnutrition sur les régions du pays, en proie ou non à des conflits. Les lieux les plus touchés par la malnutrition ont été comparés à la couverture des services de nutrition, d'eau et d'assainissement. Cela a permis de repérer les zones de grande pauvreté et de réorienter les priorités afin de tenter de répondre aux besoins des enfants les plus défavorisés. Entre 2010 et 2014, le nombre d'enfants soignés chaque année pour la malnutrition aiguë sévère a ainsi pu tripler.

L'accès équitable au traitement de la malnutrition aiguë sévère constitue également une priorité au Cambodge, notamment dans les quartiers urbains défavorisés. L'UNICEF a aidé le Gouvernement cambodgien à étendre son programme grâce à l'instauration du transport gratuit vers les sites de traitement et à des distributions de nourriture aux aidants. En 2014, environ 100 enfants pauvres des zones urbaines sur 5 000 testés ont bénéficié d'un traitement de la malnutrition aiguë sévère tandis que 400 autres recevaient des conseils nutritionnels. La proportion d'enfants ayant effectué trois visites de suivi a grimpé de 26 % en 2012 à 61 % en 2014, avec réussite du traitement dans la majorité des cas.



BURKINA FASO :
PRIORITÉ À
L'ALIMENTATION
DES
NOURRISSONS
ET DES JEUNES
ENFANTS

Le fait qu'au Burkina Faso un million d'enfants présentent un retard de croissance atteste la forte prévalence de la malnutrition, due en partie à l'alimentation insuffisante des nourrissons et des jeunes enfants (ANJE). Pour accélérer la réduction du taux de retard de croissance, l'UNICEF collabore depuis 2013 avec le Gouvernement à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan national de systématisation des pratiques optimales d'ANJE. Le but est de réduire le nombre d'enfants en retard de croissance de 40 % au cours des dix prochaines années. Dans le cadre de la phase de test de sa composante communautaire, le plan applique depuis 2013 des mécanismes de mise en œuvre et des approches participatives et promotionnelles dans la région du Nord, choisie pour ses niveaux élevés de malnutrition et de pauvreté. Une évaluation effectuée en 2014 a montré que ce type d'approche intégrée pour l'amélioration des pratiques d'ANJE pendant le cycle de vie pouvait être étendu à d'autres régions présentant des niveaux de pauvreté et une prévalence des retards de croissance élevés.

NUTRITION

Compte tenu des coûts humains et économiques conséquents des déficits nutritionnels, investir dans la nutrition apparaît de plus en plus comme une priorité de développement essentielle.

La malnutrition aiguë sévère menace la vie de millions d'enfants chaque année. En 2013, 161 millions d'entre eux ont souffert de malnutrition chronique, souvent associée à des carences en vitamines et minéraux essentiels. La qualité et la fréquence insuffisantes de l'alimentation des nourrissons, l'incidence élevée des maladies infectieuses ainsi que les troubles nutritionnels et les problèmes de santé dont souffrent également les mères sont souvent à l'origine de ces formes de sous-nutrition.

En 2014, l'UNICEF a continué à promouvoir l'allaitement précoce et exclusif afin de donner aux enfants un meilleur départ dans la vie. Il a également plaidé en faveur de programmes de suppléments nutritionnels pour les femmes enceintes et les jeunes enfants, puis aidé les gouvernements à les concevoir et à les mettre en

œuvre. Il a en outre encouragé le recours à des approches éprouvées pour lutter contre le retard de croissance et traiter les enfants atteints de malnutrition aiguë sévère. Enfin, l'UNICEF a aidé 91 pays à élaborer ou à réviser leurs politiques nationales afin d'améliorer les pratiques nutritionnelles et de les rendre plus équitables.

Une nutrition adéquate constitue la base du développement harmonieux des jeunes enfants, dont les effets bénéfiques se feront sentir toute leur vie, ainsi qu'un élément clé du développement de la petite enfance. L'UNICEF a accompli des avancées notables en ce domaine en 2014. Un groupe d'éminents neuroscientifiques a déterminé l'influence du vécu des premières années sur le développement et le fonctionnement du cerveau. En outre, dans le cadre de l'action de l'UNICEF en faveur de l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, près de 1,5 million d'aidants vivant dans des situations d'urgence ont été formés à l'éveil du jeune enfant.

Mauritanie :
Hadrami, 9 mois,
commence
une cure de lait
thérapeutique
riche en
nutriments
pour traiter sa
malnutrition aiguë
sévère.



© UNICEF/PFP2015-2070/Bjogvinsson



MEXIQUE ET PÉROU : LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION

Au Mexique, les filles sont davantage scolarisées que les garçons. Mais pas dans les communautés autochtones, où les filles se heurtent à divers obstacles qui entravent leur scolarisation : absence d'enseignement dans leur langue, longues distances à parcourir à pied pour se rendre à l'école, infrastructures défectueuses, discrimination et violence. En 2013 et 2014, l'UNICEF a donné l'occasion à des filles de plusieurs États de participer, aux côtés des autorités locales, à l'identification de ces obstacles et à l'élaboration de stratégies de lutte contre l'exclusion. Dans l'État d'Oaxaca, les témoignages de quarante filles autochtones ont débouché sur une initiative de formation à la prévention de la discrimination en milieu éducatif de 600 autorités scolaires. Dans l'État du Chihuahua, les témoignages de 58 filles autochtones ont été pris en compte dans la formation de 150 autorités scolaires.

Au Pérou, l'UNICEF aide le Gouvernement à tenir son engagement et à étendre l'enseignement préscolaire à tous les enfants de 3 à 4 ans, ce qui nécessite d'approcher les enfants autochtones non scolarisés habitant principalement dans les régions rurales. Entre 2012 et 2014, une stratégie d'enseignement itinérant (les enseignants se rendent dans plusieurs écoles) a permis d'élargir la couverture de l'enseignement préscolaire dans certaines régions isolées ciblées. Le Gouvernement a prévu d'élargir le programme en 2015.



MAROC ET SERBIE : QUAND L'ÉDUCATION INCLUSIVE DEVIENT UNE RÉALITÉ

L'UNICEF est intervenu dans des contextes très différents pour encourager l'inclusion des enfants handicapés dans le milieu scolaire ordinaire. Au Maroc, près de 70 % des enfants handicapés ne sont pas scolarisés. Les autres fréquentent habituellement des écoles spécialisées avec peu de passerelles vers des classes ordinaires. L'UNICEF a collaboré étroitement avec le Gouvernement et des ONG pour changer cette situation. Il a appuyé la réalisation d'une évaluation de l'éducation inclusive, encouragé la mise en place d'un processus consultatif avec les enfants, les enseignants et les familles et contribué à l'élaboration de nouvelles méthodes pédagogiques à l'intention des enseignants. Dans la région pilote, 34 % des élèves handicapés ont pu ainsi quitter leur école spéciale pour une classe ordinaire en 2014.

En Serbie, la plupart des enfants handicapés fréquentaient des écoles distinctes, étaient placés dans des classes spéciales, voire exclus du système éducatif. L'UNICEF a dispensé des conseils en matière de politique afin que les enfants handicapés puissent être scolarisés en milieu scolaire ordinaire. Des pratiques inclusives ont été introduites dans les écoles ordinaires et l'éducation inclusive a été intégrée à la législation. En 2014, l'UNICEF a participé à la création d'une unité en charge de l'éducation inclusive au Ministère de l'éducation. Nous avons également continué à renforcer un réseau national de soutien qui aide les enseignants et les professionnels de l'éducation à rendre les classes et les méthodes d'enseignement plus inclusives et mieux adaptées à la diversité des besoins éducatifs. Grâce aux efforts collectifs de partenaires, la moitié (15 000) des enseignants a été formée à l'éducation inclusive. Plus de 7 000 enfants ont profité de plans d'éducation personnalisés et d'un appui supplémentaire dans les écoles ordinaires.

ÉDUCATION

La pauvreté, l'appartenance sexuelle, la violence, le handicap et le lieu de résidence constituent les principaux facteurs d'exclusion de l'enseignement primaire et secondaire de premier cycle. En 2014, les interventions de l'UNICEF ont visé à réduire les inégalités en matière d'apprentissage et d'accès à l'éducation. L'UNICEF a également redoublé d'efforts pour évaluer la portée et l'échelle de la non-scolarisation.

Des programmes novateurs tels que *Accelerated School Readiness Preparation* (Éthiopie), *Community Run Play Schemes* (Ghana), un projet d'apprentissage en ligne destiné aux enfants non scolarisés (Soudan), *Improving Literacy* (Brésil) et *EduTrac* (Pérou et Ouganda) ont contribué à ouvrir l'accès à l'éducation aux enfants les plus défavorisés.

L'UNICEF a également poursuivi ses activités de plaidoyer visant à sensibiliser la communauté internationale à l'importance du développement de la petite enfance et à accroître l'accès des jeunes enfants à des programmes de qualité. La H&M Conscious Foundation s'est engagée à apporter un soutien financier conséquent à l'UNICEF pendant plusieurs années pour appuyer ses actions de développement du jeune enfant dans neuf pays.

Dans le même temps, un nombre croissant de pays formalise l'enseignement multilingue à l'école primaire afin que les jeunes enfants puissent apprendre dans leur langue maternelle. Cependant, après des améliorations majeures entre 2000 et 2012, les progrès se sont enrayés, en termes d'inscriptions comme de nombre d'enfants non scolarisés.

Mexique : des écolières de l'ethnie autochtone Wixárika sont assises à leur bureau dans le village de montagne de Santa Catarina de Jalisco.



© UNICEF/MEXA2015-00011/Richter



#INVESTINGIRLS EN VAUT LA PEINE

L'éducation et l'autonomisation des filles profitent aux filles en particulier et à la société en général. Tel était le message d'un événement et d'un déjeuner organisés en marge de la réunion annuelle du Forum économique mondial 2014 de Davos, en Suisse. La campagne de sensibilisation aux avantages de l'éducation des filles #INVESTINGIRLS, lancée sur les réseaux sociaux à l'initiative de l'UNICEF, a été le thème de développement le plus populaire sur Twitter pendant le Forum.

ENGAGEMENT À LONG TERME DE PARTENAIRES DU SECTEUR PRIVÉ EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION

Partenaire de l'UNICEF depuis 2005, la banque internationale ING aide près d'un million d'enfants à accéder à une meilleure éducation. En 2014, son appui a permis à l'UNICEF d'en faire profiter des enfants difficiles à atteindre (filles, enfants de régions isolées ou appartenant à des familles nomades) au Brésil, en Éthiopie, à Madagascar, au Népal, en Roumanie et en Zambie. Depuis 2012, le partenariat de l'UNICEF avec le programme « Educate A Child » de la fondation qatarie Education Above All a versé 140 millions de dollars à des interventions éducatives. En 2014, des accords ont été mis en place pour financer des actions visant 2,2 millions d'enfants non scolarisés aux Comores, en République arabe syrienne, en République démocratique du Congo, en Somalie et au Yémen. Depuis 2012, dans le cadre d'un engagement de financement de cinq ans, la chaîne de prêt-à-porter UNIQLO verse un million de dollars par an à des programmes d'éducation au Bangladesh, en Chine, aux Philippines et en Serbie, en plus de son soutien aux interventions d'urgence. Le partenariat de dix ans, assorti d'un engagement de 20 millions de dollars, passé entre Gucci et l'UNICEF a aidé 7,5 millions d'enfants à exercer leur droit à l'éducation au Malawi, au Mozambique et, plus récemment, au Burkina Faso. Depuis 2004, Montblanc a versé plus de 10 millions de dollars à des programmes d'éducation et d'alphabétisation axés sur l'égalité des sexes.

Certains partenariats avec l'UNICEF durent depuis vingt ans, comme « Check Out for Children », lancé en 1995 avec Starwood Hotels & Resorts. Les clients et les employés de Starwood ont collecté plus de 35 millions de dollars en faveur d'initiatives éducatives qui ont profité à 4,5 millions d'enfants dans quarante pays.

PROTECTION DE L'ENFANCE

La violence, la traite d'êtres humains, les mutilations génitales féminines/l'excision, le travail et le mariage sont le lot de millions d'enfants dans le monde. La programmation de l'UNICEF met l'accent sur le renforcement des systèmes de protection de l'enfance et cherche à impulser un changement social favorable à la protection des enfants. Cela nécessite d'améliorer la prestation des services aux enfants et aux familles grâce à la coordination intersectorielle (protection sociale, santé, éducation et justice), au plaidoyer en faveur d'une amélioration des politiques et des allocations budgétaires et à une aide à l'adoption de pratiques protectrices par les familles et les communautés. En 2014, l'UNICEF a entrepris des interventions en ce sens dans 137 pays contre 74 en 2013.

Pendant l'année, l'UNICEF a contribué à rendre l'enregistrement des naissances gratuit et universel (c'est aujourd'hui le cas dans plus de cent pays), plaidé au nom des 4,5 millions d'enfants qui travaillent, assisté plus de

85 000 enfants et femmes victimes de violences sexuelles dans le cadre de situations d'urgence dans quatorze pays, aidé à réunir à leur famille 12 000 enfants non accompagnés et séparés dans 22 pays touchés par des crises, et permis à 33 000 autres enfants non accompagnés et séparés de bénéficier d'une prise en charge adaptée. Il a également continué à enrichir la base de connaissances sur les domaines clés nécessitant des mesures de protection.

La lutte contre le mariage d'enfants, l'une des quatre priorités du Plan d'action de l'UNICEF pour l'égalité des sexes, a connu des avancées : l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil des droits de l'homme ont adopté des résolutions majeures sur cette question et d'autres gouvernements des pays où cette pratique prévaut se sont engagés à y mettre un terme. En juillet, le Gouvernement du Royaume-Uni et l'UNICEF ont organisé ensemble un Sommet international de la fille pour mettre fin aux mutilations génitales féminines/l'excision et au mariage d'enfants en une génération.

« Quand j'aurai fini mes études, je veux aider les membres de ma communauté. Si j'ai des enfants, ils ne deviendront jamais soldats. »

... **James John**

Un des 3 000 enfants libérés d'un groupe armé au Soudan du Sud grâce aux efforts de l'UNICEF.

Ukraine : Maksim, 6 ans, originaire de la ville de Bryanka dans la province de Luhansk, est hébergé dans un centre mis en place pour les personnes déplacées par le conflit.



© UNICEF/NYHQ2014-1897/Krepkih



UNE RÉALITÉ QUE NI LES GOUVERNEMENTS NI LES PARENTS NE VEULENT VOIR : #ENDVIOLENCE

Un rapport capital intitulé *Cachée sous nos yeux : une analyse statistique de la violence envers les enfants* a révélé que la violence à l'encontre des enfants est omniprésente bien que souvent invisible. La campagne #ENDviolence, dont l'action a une portée aussi bien mondiale que locale et qui a été adoptée par plus de 70 bureaux de pays de l'UNICEF depuis 2013, montre que l'énergie et l'engagement nécessaires pour dénoncer cette violence et y mettre fin sont bien présents. Au Brésil, au Cambodge, en Malaisie, en République-Unie de Tanzanie et ailleurs, elle a recouru aux moyens les plus divers pour sensibiliser à la violence à l'encontre des enfants : enquêtes, stratégies, campagnes de communication, hashtags, vidéos musicales, concerts, etc.



DES ENFANTS, PAS DES SOLDATS

Les enfants n'ont pas leur place dans les forces et les groupes armés. En mars 2014, l'UNICEF et la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants dans les conflits armés ont lancé une initiative ciblée afin de mettre un terme à l'enrôlement des enfants dans les forces nationales de sécurité d'ici 2016. Huit pays (Afghanistan, Myanmar, République démocratique du Congo, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad et Yémen) étaient visés. Le Tchad avait mis fin au recrutement des enfants fin 2014.

JAPON : MANDAT D'ACTION UNIVERSEL EN FAVEUR DE LA PROTECTION DES ENFANTS

Le comité japonais de l'UNICEF plaide en faveur de la protection des enfants contre les sévices sexuels depuis plus de quinze ans. Il a fait pression sur les parlementaires, organisé des conférences, délivré des messages lors de réunions publiques et mené plusieurs campagnes nationales. Sa ténacité a abouti à la promulgation de la loi sur la pornographie mettant en scène des enfants en 1999, amendée pour la première fois en 2004, et la formulation d'une politique exhaustive de lutte contre ce type de pornographie en 2010. Après que le comité a recueilli 1,17 million de signatures en juin 2014, la loi sur la pornographie mettant en scène des enfants a été amendée afin d'interdire et d'ériger en délit toute possession de représentations pornographiques d'enfants.



RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : PRÉVENTION DE L'EXPLOITATION SEXUELLE

Le tourisme constitue l'une des activités économiques phares de la République dominicaine. Dans le même temps, la faiblesse des institutions en charge de la protection de l'enfance rend vulnérables à l'exploitation sexuelle les jeunes déjà marginalisés, en général des adolescents et des adolescentes pauvres. Face à cette situation, l'UNICEF a élaboré avec les autorités nationales, les communautés locales et le secteur des voyages et du tourisme une initiative de prévention de l'exploitation sexuelle des enfants, étalée sur plusieurs années, qui a permis d'améliorer la capacité du pays à protéger les victimes et à poursuivre les auteurs. Le personnel hôtelier, les dirigeants des communautés et des établissements scolaires, les professionnels de santé, les journalistes et les élèves ont été formés à la prévention et au signalement de l'exploitation sexuelle. L'industrie du tourisme, quant à elle, a adopté le Code de conduite pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle dans le secteur du voyage et du tourisme.



LESOTHO :
AMÉLIORATION
DE LA
PROTECTION
SOCIALE DES
ENFANTS LES
PLUS DÉMUNIS

Au Lesotho, la pauvreté constitue l'obstacle au développement social le plus critique. Un programme de subventions visant à accroître la sécurité financière et le bien-être des enfants les plus fragiles, notamment ceux vivant dans des régions de montagne reculées, a entraîné une amélioration notable de la vie de 65 000 enfants vulnérables appartenant à 25 000 foyers extrêmement pauvres dans 43 des 64 conseils communautaires du pays. Une étude d'impact menée en 2014 a révélé une augmentation des dépenses des ménages liées aux enfants, une amélioration de la sécurité alimentaire, une hausse de 43 % de l'enregistrement des naissances, une baisse du taux de déscolarisation et une réduction de 15 % de la morbidité chez l'enfant. Au départ, le programme était intégralement soutenu par l'Union européenne et l'UNICEF, mais le Gouvernement du Lesotho a pris le relais depuis octobre 2013.



GÉORGIE :
RÉFORME VISANT
À DIVISER PAR
DEUX LE NOMBRE
D'ENFANTS
PAUVRES

Au sein de la population de Géorgie qui vit dans une pauvreté extrême, on compte 50 % d'enfants de plus que dans le reste de la population. Depuis 2010, l'UNICEF analyse l'impact du système national de protection sociale et aide le Gouvernement à prendre des mesures en réponse aux observations du Comité des droits de l'enfant. Il lui a également dispensé des conseils concernant la révision de la politique nationale en matière de protection sociale afin qu'il cible mieux les enfants les plus démunis et mette en place des allocations familiales. Cette réforme a pour ambition de diviser par deux le nombre d'enfants vivant dans une extrême pauvreté. Le processus a donné l'occasion à l'UNICEF et à la Banque mondiale de nouer un partenariat.



**RAPPORT SUR
LA PAUVRETÉ
DES ENFANTS AU
PORTUGAL**

Depuis 2008, les enfants portugais sont davantage exposés à la pauvreté que le reste de la population. En 2012, un sur quatre appartenait à une famille démunie. Le comité portugais de l'UNICEF a rendu compte de leur situation et analysé l'impact des politiques publiques sur les enfants et les familles dans un rapport intitulé « Children and the Crisis in Portugal - Voices of Children, Public Policy and Social Indicators, 2013 », dont les résultats sont corroborés par l'étude mondiale « Les enfants de la récession : Impact de la crise économique sur le bien-être des enfants dans les pays riches » publiée en 2014 par l'UNICEF. Ce document appelle instamment les nations riches à renforcer leurs systèmes de protection sociale et à mettre en place des dispositifs protégeant les enfants contre les effets des crises économiques.

INCLUSION SOCIALE

Survivre avec moins de 1,25 dollar par jour, tel est le lot de centaines de millions d'enfants. Mais le dénuement matériel n'est pas le seul visage de la pauvreté. Pour des millions de jeunes, la pauvreté est également synonyme de carences nutritionnelles, d'insécurité, de manque d'accès aux soins médicaux, à l'eau, à l'éducation et à un logement. La pauvreté des enfants n'est pas seulement un problème dans les régions les plus pauvres du monde. En fait, la plupart des enfants qui vivent dans la pauvreté habitent des pays à revenu intermédiaire.

L'un des aspects principaux de l'approche de l'UNICEF consiste à mesurer et analyser la pauvreté des enfants, en collaboration avec les gouvernements, afin d'établir des priorités d'intervention. Dans plus de cent pays où l'organisation intervient, le calcul du taux de pauvreté monétaire des jeunes s'appuie sur les seuils de pauvreté nationaux. Quarante-huit gouvernements suivent la pauvreté des enfants et en rendent compte périodiquement. Enfin,

seize pays s'y attaquent explicitement à l'aide de plans de développement ou de lois.

La lutte contre la pauvreté et le dénuement des enfants passe impérativement par des systèmes de protection sociale et des processus budgétaires nationaux tenant compte de leurs besoins. En 2014, l'UNICEF a aidé plus de cent pays à renforcer leurs systèmes de protection sociale dans ce sens. Dans 103 pays, il s'est efforcé d'infléchir les investissements publics vers une meilleure prise en compte des enfants et des familles les plus défavorisés. Il a également publié une évaluation novatrice du financement public et des dépenses réelles par habitant consacrés à la santé et à l'éducation.

L'UNICEF a en outre collaboré avec diverses organisations de la société civile qui, dans leurs domaines respectifs, jouent un rôle dans l'amélioration de la vie des enfants les plus défavorisés : organisations confessionnelles, syndicats, mouvements sociaux, organisations communautaires, groupes de femmes, etc.

Mongolie : de jeunes enfants jouent à l'extérieur d'un jardin d'enfants itinérant à Nalaikh, un district reculé d'Oulan-Bator.





Bangladesh : des écoliers profitent de la récréation à l'école primaire gouvernementale Kharikkhyong dans la localité rurale de Rangamati.

3

L'UNICEF, LE MEILLEUR ALLIÉ DES ENFANTS

« Lorsque les gouvernements, leurs partenaires internationaux, les entreprises et les communautés ont mobilisé les fonds et l'énergie nécessaires ainsi qu'ils s'y étaient engagés, ils ont permis de sauver ou d'améliorer la vie de centaines de millions d'enfants. »

••• *La Situation des enfants dans le monde 2015*
Publié en novembre 2014

L'UNICEF s'efforce en permanence de jouer et d'approfondir son rôle de porte-parole et de chef de file de l'action en faveur des enfants et de gérer de manière responsable les ressources destinées à ses interventions.

En 2014, son plaidoyer a pris de multiples formes, notamment la création d'une présence numérique et la participation à des mouvements sociaux susceptibles de sensibiliser aux besoins des enfants et d'enclencher des changements sociaux aptes à transformer leur vie. L'amélioration de la qualité des données et le suivi des activités numériques ont révélé que l'optimisation de la version mobile du site Internet de l'UNICEF (90 % du contenu créés pour les portables en chinois, anglais, français et espagnol pour une première utilisation) avait permis

d'atteindre un public plus jeune et plus international en 2014. Dans le même temps, l'UNICEF élargissait son audience grâce à des plateformes de réseaux sociaux telles que BuzzFeed, Reddit, Upworthy et LinkedIn.

Le but de l'organisation est d'utiliser ses données, son expérience et son poids sur la scène internationale pour orienter le discours mondial – et l'action locale – vers la réalisation des droits des enfants.

● Des porte-parole très divers pour les enfants

L'UNICEF s'appuie sur un vaste réseau pour faire passer ses messages sur les droits de l'enfant, notamment des célébrités qui participent à l'action de l'UNICEF en tant qu'ambassadeurs itinérants. En 2014, elles ont mobilisé leurs propres réseaux pour sensibiliser le public aux problèmes majeurs auxquels se heurte le développement des enfants. La liste complète des ambassadeurs itinérants internationaux de l'UNICEF est consultable à l'adresse <www.unicef.org/people>.

D'autres partenaires œuvrent dans le même sens. Par exemple, depuis 2006, le très populaire club de football FC Barcelone assure la promotion de la mission de l'UNICEF pour les enfants. Depuis quatre ans, sa Fondation contribue à donner accès à une éducation de qualité et à des activités sportives et ludiques à des enfants défavorisés brésiliens, chinois, ghanéens et sud-africains. Une alliance avec New Zealand Rugby et l'équipe nationale des All Blacks a été conclue en 2014 dans le but de sensibiliser le public à la violence et à d'autres problèmes qui touchent les enfants.

DÉFENSEUR DES DROITS DE L'ENFANT

La **Convention relative aux droits de l'enfant** (CRC) a fêté son 25e anniversaire en 2014. En sa qualité d'organisation des Nations Unies en charge de l'enfance, l'UNICEF a rendu compte des progrès en matière de bien-être des enfants accomplis grâce à ce texte et souligné le chemin qui reste à parcourir. Dans le cadre de cet anniversaire, les stratégies nationales et régionales de plaidoyer qui visent à ce que les enfants les plus défavorisés puissent exercer leurs droits ont bénéficié du renfort de l'initiative internationale CRC@25. L'UNICEF a invité des personnes du monde entier à imaginer un monde meilleur pour les enfants. La campagne #IMAGINE a fait résonner à l'unisson les voix de célébrités et d'anonymes du monde entier dans une reprise du titre légendaire de John Lennon « Imagine ».

2014 a également été le point de jonction entre les **Objectifs du Millénaire pour le développement** (OMD), dont l'expiration fin 2015 approche à grands pas, et les objectifs de développement durable (ODD), auxquels se préparent les pays et les organisations de développement et qui constitueront le cadre des initiatives mondiales en faveur du développement après 2015. L'UNICEF s'est efforcé de convaincre les gouvernements, les organisations et les communautés du monde entier qui travaillaient à leur définition d'accorder une priorité élevée à l'équité pour les enfants : le développement durable n'est possible que si les enfants sont en bonne santé, convenablement éduqués et reçoivent protection et sécurité. Le rapport final du Groupe de travail ouvert sur

New York : une chorale d'enfants célèbre le 25e anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant au Siège des Nations Unies.



© UNICEF/NYHQ2014-3083/Markisz

les ODD en a tenu compte puisqu'il mentionne explicitement la nécessité de réduire les inégalités qui frappent les plus jeunes, de lutter contre la pauvreté des enfants et de les protéger contre la violence. Autant de domaines que les OMD n'ont pas abordés. Créé par l'Assemblée générale, le Groupe de travail ouvert est constitué d'États Membres des Nations Unies.

En 2014, les **campagnes** menées par l'UNICEF ont fait appel à diverses approches. Certaines se sont inscrites dans la durée, d'autres n'ont concerné qu'un seul événement à l'instar de #INVESTINGIRLS, une campagne lancée sur les réseaux sociaux parallèlement à l'édition 2014 du Forum économique mondial de Davos. L'initiative « La voix des enfants », organisée par les comités nationaux de l'UNICEF en partenariat avec l'Union européenne, a sensibilisé l'opinion aux difficultés que rencontrent les enfants dans les situations d'urgence. La campagne « Non à une génération perdue » a été, et demeure, un effort concerté de sensibilisation à la situation des enfants victimes de violences en République arabe syrienne, qui vise également à leur dispenser l'appui psychologique et éducatif dont ils ont besoin pour bâtir leur avenir. Toujours en cours, la campagne internationale #ENDviolence, qui alerte sur l'omniprésence souvent invisible de la violence contre les enfants et la nécessité d'y mettre un terme, a exercé un impact concret dans plusieurs contextes locaux.

Son **mandat universel** confère à l'UNICEF l'obligation d'intervenir au nom des enfants dans tous les pays et pas seulement dans ceux qui sont confrontés à des situations d'urgence ou dont le niveau de développement économique se situe en dessous d'un certain seuil.

Pour appuyer sa mission dans le monde, l'UNICEF bénéficie du soutien financier de ses partenaires gouvernementaux, complété par les fonds importants que génèrent ses comités nationaux et ses partenaires du secteur privé. En 2014, les comités nationaux ont mené des actions de plaidoyer dans de multiples domaines. L'anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant a suscité des campagnes de sensibilisation. Diverses situations d'urgence ont donné lieu à des campagnes spécifiques. Au Japon, le comité national a œuvré pour modifier la loi afin qu'elle protège mieux les enfants contre les sévices sexuels (*voir page 37*). En Allemagne, plus de 120 parlementaires ont rencontré des jeunes et cinquante enfants se sont rendus au château où réside le Président Joachim Gauck pour discuter des droits de l'enfant. En Hongrie, le programme national en milieu scolaire baptisé « Wise Up » a sensibilisé à la situation des enfants dans les pays en développement et sur le territoire national.

Plusieurs comités nationaux de l'UNICEF ont abordé de diverses manières la question des droits de l'enfant avec des parlementaires : UNICEF Canada a organisé la journée « Invitez votre député(e) à votre école ». Le comité britannique a organisé une rencontre entre l'Ambassadeur national de l'UNICEF Michael Sheen et treize députés de premier plan membres de divers partis politiques. Le comité islandais a noué un partenariat avec Barnaheill (Save the Children Islande) et le médiateur national pour les enfants ; ensemble, ils ont formé un groupe de parlementaires afin que la Convention relative aux droits de l'enfant soit prise en compte en priorité dans les futures lois. Le comité hellénique a publié le rapport « La Situation des enfants en Grèce » qui a suscité un débat public, puis parlementaire sur les principaux problèmes auxquels sont confrontés les enfants grecs.

MANDAT D'ACTION UNIVERSEL POUR LES DROITS DE L'ENFANT EN **FRANCE**, EN **ESPAGNE** ET EN **SLOVAQUIE**

Le comité français de l'UNICEF a profité des élections municipales pour attirer l'attention sur l'importance de l'application des droits de l'enfant au niveau local. Baptisée *Prenez le parti des enfants*, la campagne a soumis des propositions aux candidats et aux élus dans des domaines cruciaux pour le bien-être des jeunes : environnement, santé, éducation, participation à la vie civique et lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

En 2014, le comité espagnol de l'UNICEF a axé son action sur l'engagement local en faveur des droits de l'enfant, par exemple en mesurant l'engagement des autorités locales et en donnant la parole aux enfants au sein des équipes municipales.

En Slovaquie, « Écoutez-nous mieux ! » ont intimé les enfants aux adultes travaillant dans les institutions chargées de leur protection à l'occasion de l'anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant en novembre 2014. Le comité slovaque de l'UNICEF a utilisé l'approche « Café du monde » pour engager de vastes débats et s'assurer que les enfants soient entendus. Ces actions visaient à préparer et à sensibiliser la population à la nouvelle loi relative au médiateur des enfants.

CHEF DE FILE EN MATIÈRE D'INNOVATION, D'APPROVISIONNEMENT ET DE CONNAISSANCES

En 2014, le thème de la publication phare de l'UNICEF, *La Situation des enfants dans le monde*, a été l'**innovation** et pour la première fois le rapport a été également publié au format numérique. Ce document s'appuie sur les 38 symposiums mondiaux « Activate Talks » organisés pendant l'année dans différents endroits du globe. Ces échanges interactifs, qui ont rassemblé des jeunes, des innovateurs, des experts, des leaders d'opinion et des

participants en ligne, avaient pour but de réfléchir à des innovations destinées à favoriser la survie et l'avenir des enfants les plus désavantagés, telles que : jouets gratuits pour enseigner la science aux enfants des régions rurales pauvres et isolées ; valises solaires pour aider les sages-femmes à pratiquer les accouchements de nuit ; application Android pour dépister le paludisme sans prise de sang chez les femmes enceintes.

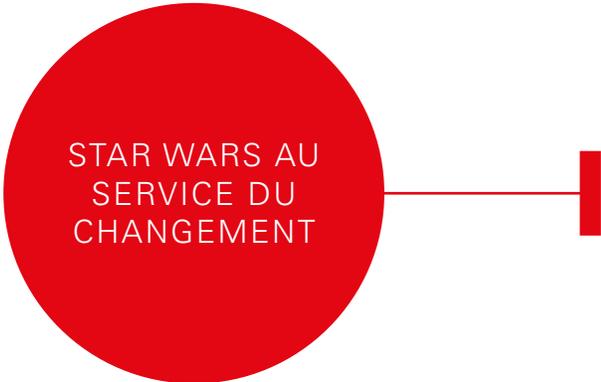
L'UNICEF a lui-même lancé plusieurs innovations technologiques en 2014, comme RapidPro, une plateforme ouverte de données destinée au partage d'informations entre gouvernements, organisations de développement internationales et communautés locales. Cette « boutique d'applications » a pour but d'accélérer la diffusion des informations et de la rendre plus équitable. L'une des applications qu'elle propose, U-Report, permet aux jeunes de communiquer directement avec les autorités et les services par téléphone portable. Entre le début et la fin de l'année 2014, son nombre d'utilisateurs est passé de 300 000 à plus de 500 000. Grâce à cette application mobile utilisée dans une douzaine de pays, les jeunes peuvent informer directement leurs pairs et les dirigeants de leurs communautés de leurs opinions et de leurs préoccupations et recevoir des informations et des services en temps réel.

En 2014, **les activités d'approvisionnement de l'UNICEF** ont permis d'acquérir pour 3,38 milliards de dollars de biens et de services destinés à ses programmes et ses partenaires. L'UNICEF en a géré 1,64 milliard pour le compte de cent partenaires. Globalement, l'acquisition de vaccins a représenté la part du lion de ces dépenses. L'intervention liée à l'épidémie de

maladie à virus Ebola en Afrique de l'Ouest a nécessité elle aussi un effort majeur en termes d'achats.

L'UNICEF a également développé divers produits visant à surmonter les obstacles qui privent les enfants les plus marginalisés de l'exercice de leurs droits. Sur 22 produits et solutions innovants en cours de développement, sept ont fait l'objet d'essais sur le terrain en 2014, dont un mètre-ruban pour surveiller le poids des enfants dans les endroits ne disposant pas de balances, des additifs pour latrines visant à atténuer les odeurs et à accélérer la décomposition et le compactage afin de réduire la fréquence des nettoyages, et du mobilier scolaire de fabrication locale pour favoriser l'apprentissage tout en veillant à la rentabilité et la durabilité. Suite aux commentaires et aux tests des utilisateurs, plusieurs produits devraient être diffusés à grande échelle à partir de 2015.

L'UNICEF a également créé des nouveaux kits humanitaires (le Kit d'intervention immédiate WASH et dignité et le Kit hygiène et dignité pour les familles) pour répondre aux besoins des femmes et des filles. L'UNICEF s'efforce de concevoir des produits et de proposer des



STAR WARS AU
SERVICE DU
CHANGEMENT

« *Star Wars: Force for Change* » est un partenariat regroupant les studios Disney, Lucasfilm et l'UNICEF, en collaboration avec Bad Robot, consacré à la recherche de solutions créatives aux problèmes mondiaux. En 2014, il a récolté plus de 4,2 millions de dollars via le site Internet Omaze pour soutenir les laboratoires et les programmes d'innovation de l'UNICEF. Les studios Disney ont également versé le généreux montant d'un million de dollars pour lancer l'initiative.

services qui soient « universels » et conviennent aux personnes présentant un handicap mental et physique.

La fréquence élevée des analyses de marché, de l'actualisation des prix et des prévisions effectuées par l'UNICEF a permis aux fournisseurs et aux acheteurs d'être mieux informés et de prendre des décisions plus avisées. En 2014, une nouvelle équipe spécialisée de l'UNICEF a aidé les États à améliorer leur chaîne logistique. Pour cela, elle a mis en place des mécanismes de suivi et aidé les pays à consolider la chaîne logistique de la vaccination, à renforcer leurs capacités et à élaborer des stratégies nationales en matière d'approvisionnement. L'UNICEF a également participé à un partenariat qui a remporté un prix international au titre de la « meilleure contribution au métier des achats ». Ce partenariat a mis sur pied le plus grand processus d'appel d'offres structuré jamais réalisé pour la fourniture de

moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée (190 millions de moustiquaires au total) destinées à la prévention du paludisme. Ses autres membres étaient le Ministère britannique du développement international, le Fonds mondial, la Clinton Health Access Initiative, le partenariat « Faire reculer le paludisme » et l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le financement des OMD liés à la santé et pour le paludisme.

En sa qualité de **chef de file reconnu en matière de connaissances**, l'UNICEF a continué à produire des éléments factuels et à promouvoir l'interprétation des données et des tendances importantes concernant les enfants. Depuis ses débuts en 1995, le programme des enquêtes par grappes à indicateurs multiples (MICS) constitue l'une de ses principales activités avec 275 enquêtes à son actif dans 108 pays. Il s'agit de la plus vaste base de données sur les femmes et les enfants dans le monde.



FAIRE JOUER LA LOI DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE AU PROFIT DES ENFANTS

En 2014, fort de son rôle d'acteur sur la scène internationale, l'UNICEF a fait pression sur les fournisseurs au profit des enfants et des familles du monde entier. Son action a permis d'abaisser le prix et d'améliorer l'accessibilité, la qualité et la durabilité de produits vitaux tels que médicaments, vaccins, moustiquaires imprégnées d'insecticide et produits d'hygiène menstruelle pour les filles et les femmes prises dans des situations d'urgence. En étroite collaboration avec les partenaires, les gouvernements et les fournisseurs, l'UNICEF a contribué à abaisser de 3,60 dollars en 2007 à 1,90 dollar en 2014 le prix unitaire moyen pondéré du vaccin pentavalent (diphtérie, tétanos, coqueluche, hépatite B et *Haemophilus influenzae* de type b) destiné aux pays soutenus par l'Alliance GAVI. Le prix de ce vaccin a également été minimisé pour les pays à revenu intermédiaire qui les achètent avec leurs propres moyens. Face à l'épidémie de maladie à virus Ebola, l'UNICEF a uni ses forces à celles des gouvernements, des fabricants et d'autres partenaires afin de réduire l'écart de capacité de 30 % de la production des tenues de protection individuelle et d'obtenir une réduction de 60 % de leur prix.

La méthodologie d'« analyse du chevauchement des privations multiples » de l'UNICEF permet d'extraire les données des MICS et des enquêtes démographiques et de santé nationales afin de mener des études et des analyses axées notamment sur les différentes dimensions de la pauvreté des enfants.

En 2014, les activités de partage des connaissances de l'UNICEF ont également contribué à favoriser la coopération Sud-Sud. Le Brésil a participé activement à cette approche de développement : il a dispensé un appui technique au Ghana afin de faciliter l'élargissement du programme national de protection sociale « Livelihood Empowerment Against Poverty ». Les précieuses informations issues de la coopération entre les deux pays ont servi à formuler la politique nationale en matière de protection sociale durable du Ghana, présentée au gouvernement en mai 2014. Cette collaboration a également contribué à l'élaboration d'un cadre juridique national sur la protection sociale. L'UNICEF est en train de mettre en place un programme de coopération similaire entre le Brésil et la Tunisie.

Parmi les nombreux autres exemples d'initiatives de ce type menées dans diverses régions, une délégation de haut niveau du Gouvernement éthiopien s'est rendue au Brésil sous les auspices du Programme de coopération trilatérale Sud-Sud Brésil-UNICEF. Les participants ont échangé leurs expériences en matière de prestations de services d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans le contexte d'une urbanisation rapide. Le suivi se déroulera en Éthiopie sur les deux années à venir.

En 2014, des projets importants de collecte de données primaires et d'études engagés par l'UNICEF ont abordé des sujets tels que le soutien familial et parental, les droits des enfants à l'ère du numérique, l'impact des programmes nationaux de transferts d'espèces en Afrique subsaharienne, l'analyse de la pauvreté et du passage à l'âge adulte, une étude menée dans plusieurs pays sur les causes de la violence à l'encontre des enfants, etc. Afin d'améliorer la coordination et la qualité des études, l'organisation a également élaboré un cadre global et publié le rapport *Best of UNICEF Research*.

Dans certaines régions, l'UNICEF a appuyé la réalisation d'études approfondies sur des sujets fondamentaux. Il a ainsi apporté son soutien à cinq évaluations externes indépendantes effectuées dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale et de la Communauté d'États indépendants : celles-ci visaient à déterminer l'impact des changements apportés aux systèmes nationaux au cours des 5 à 10 dernières années sur la réduction des inégalités affectant les enfants. Ces évaluations ont porté, entre autres, sur l'accès à la justice et le droit des enfants à un environnement familial et à un apprentissage inclusif et de qualité. Les bureaux de pays de l'UNICEF ont également évalué plus de cent programmes en 2014. L'organisation s'est en outre penchée sur certaines de ses démarches internationales majeures et a procédé à une évaluation complète de l'approche MoRES (Système de suivi des résultats pour l'équité), un outil essentiel de sa politique en matière d'équité. Il en est ressorti que cette approche est déjà utilisée de façon performante, même s'il convient de continuer à la renforcer.

GESTIONNAIRE DE CONFIANCE DES RESSOURCES FINANCIÈRES

Les recettes de l'UNICEF proviennent intégralement de contributions volontaires des secteurs public et privé. Elles sont réparties en ressources ordinaires sans restriction et en autres ressources, qui sont réservées à des thèmes de programmation spécifiques.

En 2014, les recettes de l'UNICEF ont excédé 5 milliards de dollars, une somme à l'image de l'ampleur et de la diversité des besoins des enfants dans le monde. C'est une somme qui atteste de la confiance qu'accordent à l'UNICEF 135 gouvernements, divers partenaires du secteur public (organisations intergouvernementales et dispositifs interorganisationnels) et un large éventail d'acteurs du secteur privé (notamment les partenariats de programmes mondiaux, les comités nationaux, les donateurs individuels et les fondations).

Les recettes émanant de sources publiques ont totalisé 3,679 milliards de dollars en 2014, soit une hausse de 352 millions de dollars par rapport à 2013. Les contributions du secteur privé se sont élevées à 1,397 milliard de dollars (moins 40 millions de dollars par rapport à 2013).

La hausse des fonds versés au titre des interventions d'urgence explique pour une large part la progression de 6,5 % des recettes totales par rapport à 2013.

Les **ressources ordinaires** se sont élevées à 1,326 milliard de dollars et les **autres ressources** ont atteint un total de 3,843 milliards de dollars. Les ressources ordinaires ont progressé globalement de 61 millions de dollars (5 %) par rapport à 2013, mais leur part des recettes de l'UNICEF a chuté, passant de près de 50 % au début du millénaire à environ 26 % en 2014.

HALLMARK
CARDS
RENOUVELLE
SON ENGAGEMENT
À ALIMENTER
L'UNICEF EN
**RESSOURCES
ORDINAIRES**

L'UNICEF mise depuis longtemps sur la vente de cartes de vœux pour alimenter ses ressources ordinaires. Fabriquées sous licence depuis 2006, les cartes de Hallmark Cards ont généré plus de 18 millions de dollars de ressources ordinaires. En 2014, Hallmark a renouvelé son engagement pour huit ans.

Le **financement thématique** fait partie des autres ressources les plus modulables. Il rend possible la planification à long terme, la durabilité et les économies de coûts de transaction dont l'UNICEF et ses partenaires ont besoin pour réaliser les objectifs du Plan stratégique. En 2014, le financement thématique global des sept domaines de résultats du Plan stratégique et celui de l'aide humanitaire ont représenté un total d'environ 340 millions de dollars. Le financement thématique a diminué de 5 % par rapport à 2013. En 2014, il représentait moins de 9 % du financement préaffecté total.

En 2014, l'UNICEF a perçu 1,579 milliard de dollars au titre de l'**aide humanitaire**, soit une progression de 19 % par rapport à 2013. Cette hausse est principalement imputable au financement de l'intervention contre la maladie à virus Ebola ainsi qu'à des situations d'urgence humanitaire en Iraq, aux Philippines,

en République arabe syrienne, en République centrafricaine, au Soudan du Sud et dans les pays voisins. Néanmoins, les besoins humanitaires ont connu une progression spectaculaire en 2014, avec un bond des besoins prévisionnels de financement de 2,2 milliards de dollars en février à 3,1 milliards de dollars à la fin de l'année.

L'UNICEF a réalisé des progrès notables en matière de promotion de la **transparence et de la responsabilité**. Il a renforcé le suivi et l'assurance des transferts d'espèces. Il apparaît en bonne place (« good standing ») dans l'indice 2014 de l'Initiative sur la transparence de l'aide internationale (14e sur 68 organisations).

L'UNICEF adresse ses vifs remerciements à tous les partenaires qui l'ont soutenu en 2014. Leurs contributions ont permis d'améliorer sensiblement la vie des enfants les plus défavorisés partout dans le monde.

● RESSOURCES ORDINAIRES : FONDAMENTALES ET MODULABLES

Les ressources ordinaires sans restriction constituent la base des programmes de l'UNICEF dans le monde. Parce qu'elles ne sont pas préaffectées, elles permettent à l'organisation de réagir rapidement aux nouveaux défis et d'investir dans des programmes et des approches innovants. Ainsi, elles alimentent notre Fonds de programmation pour les secours d'urgence (EPF) qui permet d'acheminer des fournitures et des ressources humaines en cas d'urgence avant même le lancement des appels de fonds et la réception des dons. En 2014, les ressources ordinaires ont servi (par le biais de l'EPF) à démarrer l'intervention contre la maladie à virus Ebola en Afrique de l'Ouest, à mettre rapidement en place des mécanismes de coordination pour protéger les enfants en Ukraine, à coordonner les mécanismes d'intervention rapide en République centrafricaine et au Soudan du Sud et à financer l'éducation et la protection des enfants à Gaza, dans l'État de Palestine.

Ces ressources ordinaires permettent aussi de donner une chance équitable de grandir en bonne santé à tous les enfants des pays où règnent des niveaux élevés de pauvreté et de mortalité infantile et où la proportion de jeunes est très forte. Au Bangladesh, par exemple, l'UNICEF a utilisé les ressources ordinaires pour assurer la coordination avec le gouvernement et améliorer la préscolarisation des jeunes enfants vivant dans des familles extrêmement pauvres et difficiles à atteindre. Ce ne sont là que quelques exemples des raisons de l'importance des ressources ordinaires pour les enfants.

Total des recettes de l'UNICEF par provenance et par type de financement, 2014* (en dollars)

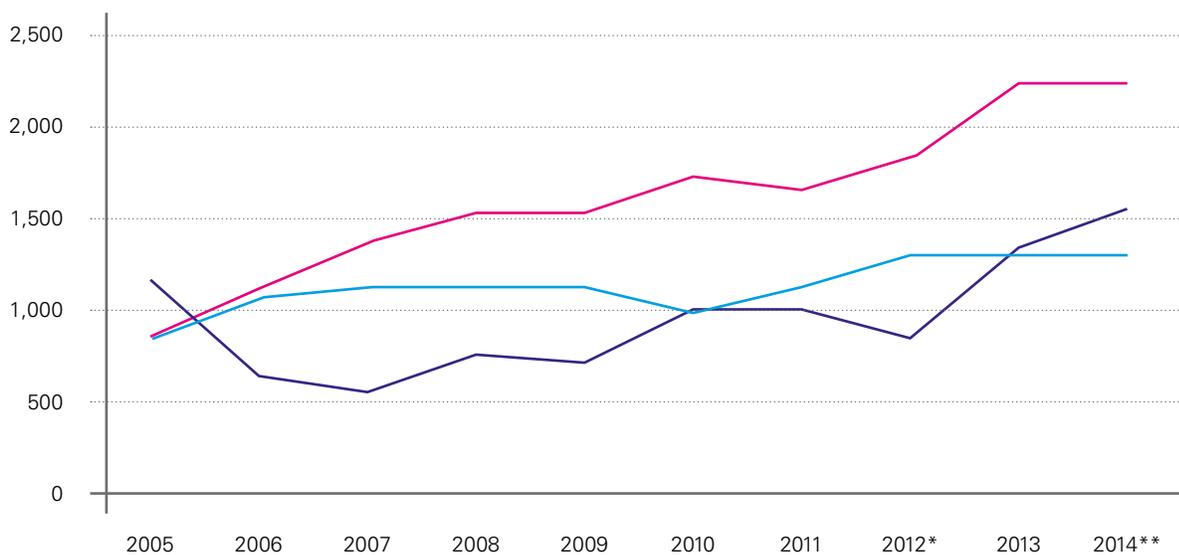


* Les chiffres pour 2014 sont provisoires et peuvent faire l'objet d'une vérification.

** Les autres recettes comprennent les produits d'intérêt, les achats et autres sources.

Note : en plus des recettes totales de 5,169 milliards de dollars, l'UNICEF a reçu 2,131 milliards de dollars des partenaires des services d'achat, qui ont été détenus en fiducie.

Recettes de l'UNICEF, 2005 – 2014 (en millions de dollars)



— Ressources ordinaires — Autres ressources (ordinaires) — Autres ressources (opérations d'urgence)

* Les chiffres pour 2012 ont été recalculés pour tenir compte des résultats de la vérification de 2012.

** Les chiffres pour 2014 sont provisoires et soumis à vérification

Note : le passage en 2012 des normes comptables du système des Nations Unies (normes UNSAS) aux normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS) ne permet pas de comparaison entre les chiffres des années précédant 2012 et les chiffres de l'année 2012 et des années suivantes.

Les 20 principaux partenaires fournisseurs de ressources à l'UNICEF, gouvernementaux et intergouvernementaux

(en milliers de dollars)

	Ressources ordinaires	Autres ressources		Total*
		Ordinaires	Opérations d'urgence	
États-Unis	132 000	228 972	311 267	672 239
Royaume-Uni	66 390	252 343	171 025	489 758
Commission européenne	–	249 850	105 468	355 318
Norvège	72 185	115 085	10 945	198 214
Allemagne	15 844	21 041	156 853	193 739
Suède	79 768	64 609	46 725	191 102
Canada	14 661	95 392	79 074	189 127
Japon	21 763	52 807	99 441	174 010
Pays-Bas	33 195	85 319	27 887	146 401
Australie	58 443	49 391	11 576	119 410
Danemark	33 951	14 198	15 609	63 758
Finlande	26 265	12 669	14 111	53 045
Suisse	21 712	13 923	7 450	43 085
Belgique	23 728	2 403	14 688	40 818
Koweït	200	–	36 750	36 950
Irlande	10 867	12 849	3 890	27 606
République de Corée	3 900	18 212	3 150	25 262
Italie	4 076	5 216	10 537	19 829
Émirats arabes unis	100	6 464	9 703	16 267
France	4 695	10 951	492	16 138

* Certains totaux ont été arrondis.

Les 20 principaux comités nationaux donateurs, 2014

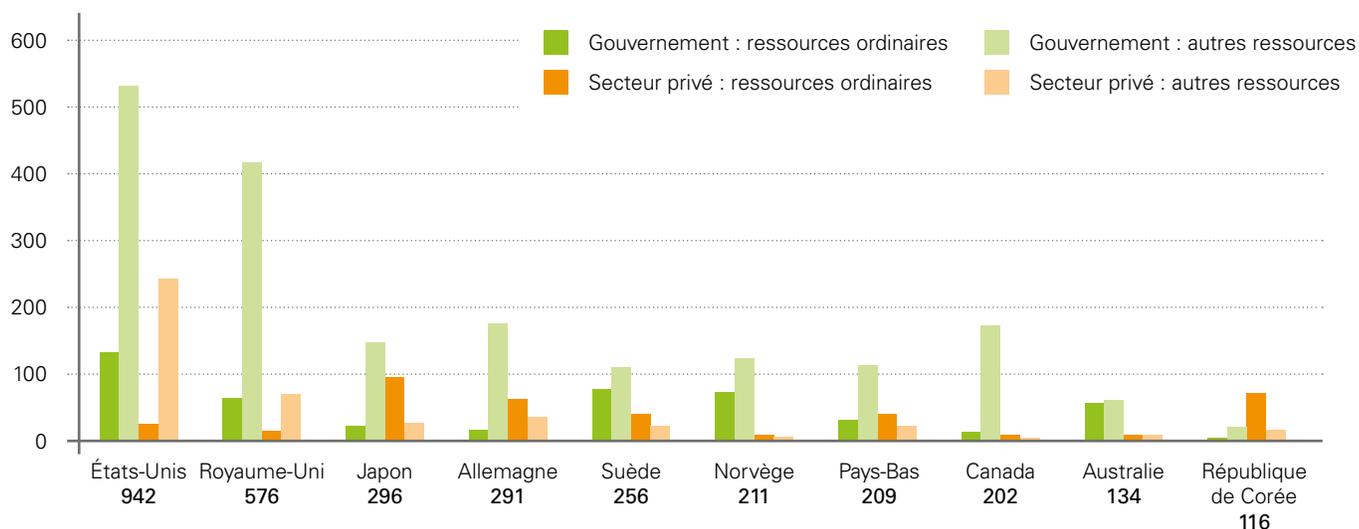
(en milliers de dollars)

	Ressources ordinaires	Autres ressources		Total*
		Ordinaires	Opérations d'urgence	
États-Unis	23 842	229 079	16 603	269 524
Japon	95 240	10 475	16 736	122 450
Allemagne	62 904	16 436	17 854	97 194
République de Corée	72 428	14 080	3 884	90 392
Royaume-Uni	14 890	50 990	20 807	86 687
France	45 543	14 911	5 004	65 458
Suède	41 627	16 911	6 018	64 556
Pays-Bas	40 620	15 858	5 657	62 135
Espagne	41 478	7 893	2 665	52 036
Italie	20 520	14 393	3 651	38 563
Suisse	5 776	12 718	1 743	20 237
Hong Kong	7 656	8 447	1 648	17 751
Finlande	12 624	2 529	913	16 065
Danemark	11 532	3 061	1 042	15 635
Australie	7 350	4 432	2 826	14 608
Canada	6 983	4 822	1 223	13 027
Belgique	6 732	3 477	2 754	12 963
Norvège	6 684	2 812	2 892	12 388
Irlande	2 223	2 375	727	5 325
Portugal	3 006	1 439	733	5 178

* Certains totaux ont été arrondis.

Les 10 principaux pays par donateur et type de financement en 2014*

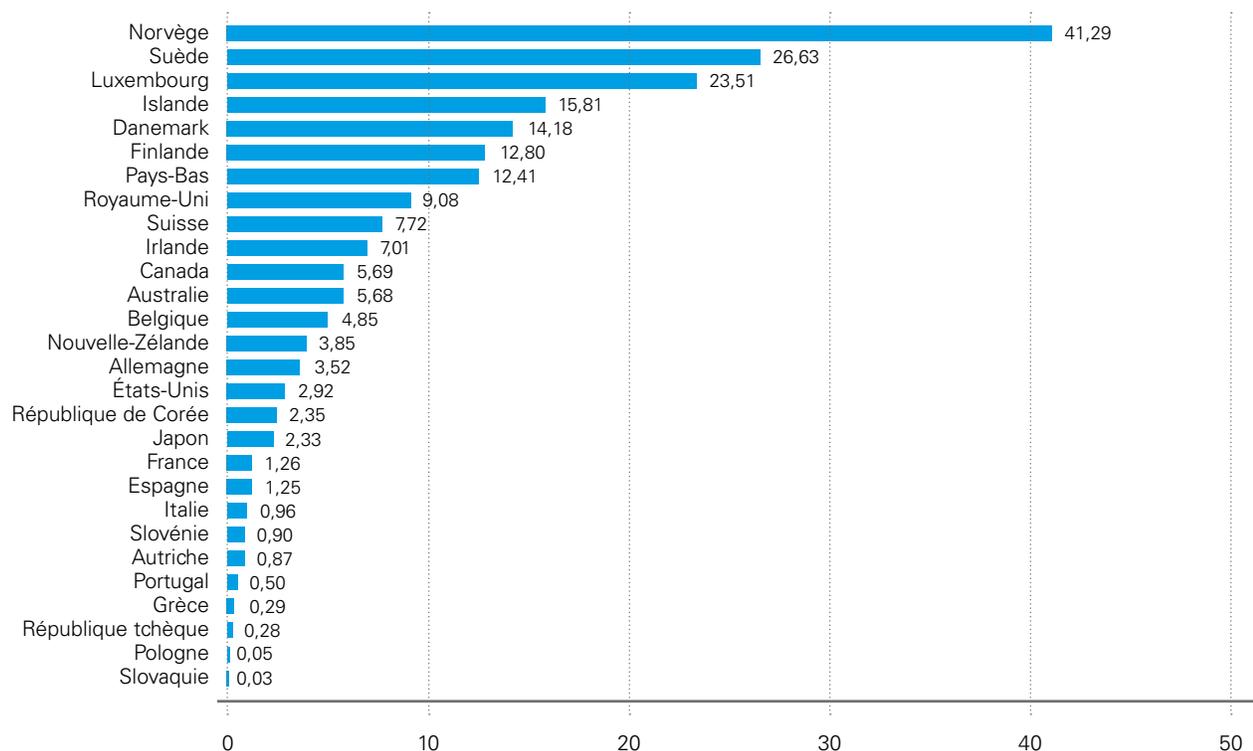
(en millions de dollars)



* Comprend les contributions des gouvernements et des comités nationaux pour l'UNICEF ; ne comprend ni les contributions des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ni celles versées au titre d'accords interinstitutions et de fonds communs.

Contributions à l'UNICEF par habitant en 2014*

Pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE)
(en dollars)



* Comprend les contributions des gouvernements et des comités nationaux de l'UNICEF.

Fondations privées et principaux donateurs

Contribution de 100 000 dollars ou plus aux programmes de l'UNICEF en 2014

Eva Ahlström Foundation
 Mona Almoayyed
 Anne Frank Fonds
 Association Pierre Bellon pour le Développement humain
 Atlantic Philanthropies
 Aurora Foundation
 Eric and Kirsty Bendahan
 Bill & Melinda Gates Foundation
 Carlos Slim Foundation¹
 Cathal Ryan Trust
 Charles Engelhard Foundation
 Child & Tree Fund
 Children's Investment Fund Foundation
 Conrad N. Hilton Foundation
 Davee Foundation
 Educate A Child (EAC), a programme of the
 Education Above All Foundation
 Elbert H. Waldron & Evelyn J. Waldron Charitable
 Foundation

ELMA Philanthropies
 Lord and Lady Farmer
 GHR Foundation
 Harold A. und Ingeborg L. Hartog-Foundation
 Alan Howard
 IKEA Foundation
 International Inspiration Foundation
 Japan Committee Vaccines for the World's
 Children
 Kiwanis International Foundation / Kiwanis
 International
 LDS Charities
 Margaret A. Cargill Foundation
 Aditya and Megha Mittal
 Moon, Kyoung-ae
 Gareth and Jo Morgan
 National Philanthropic Trust
 New Era Educational and Charitable Support
 Foundation

Novak Djokovic Foundation
 Oak Foundation
 Olympiacos F.C.
 Open Society Foundations
 Paul G. Allen Family Foundation
 Pratt Foundation
 Roger and Rosemary Enrico Foundation
 Rotary Foundation of Rotary International
 Sacramento Kings Community Foundation
 Tides Foundation
 Twice the Doctor Foundation
 United Nations Foundation
 Waterford Foundation
 Waterloo Foundation
 World Assembly of Muslim Youth
 Yang, Soo-yeol
 Ylen Hyvä Foundation

¹ Contribution enregistrée en 2015 en vertu des normes de comptabilité de l'UNICEF.

Alliances avec des entreprises

Contribution de 100 000 dollars ou plus aux programmes de l'UNICEF en 2014

ALLIANCES MULTINATIONALES

Amadeus [Iberia LAE S.A. (Espagne), Finnair
 (Finlande)] Bulls Introduktion AB
 Changement pour Good © [Aer Lingus (Irlande),
 Alitalia (Italie), tous Nippon Airways (Japon),
 Amérique Airlines (US), Asiana Airlines
 (République de Corée), Cathay Pacifique (Hong
 Kong, Chine), easyJet (United Royaume), Japon
 Airlines (Japon), Hainan Airlines (Chine), Qantas
 Airways limitée (Australie)]
 Check Out for Children® (Starwood Hotels &
 Resorts)
 Claire's Europe
 Cubus AS
 DLA Piper
 Futbol Club Barcelona
 Groupe SEB/Tefal
 Gucci
 H & M Hennes & Mauritz AB
 H&M Conscious Foundation
 ING Bank/ ING For Something Better Foundation
 Kimberly-Clark Foundation
 M•A•C / AIDS Fund
 Marks & Spencer plc
 Meliá Hotels International
 Montblanc
 MSC Cruises S.A.
 Nordic Choice Hotels AS
 Procter & Gamble (Pampers, Wella, Boss Orange)
 Star Wars: Force for Change (The Walt Disney
 Company, Lucasfilm)

Telenor Group
 The Kantar Group Limited
 The UPS Foundation
 The Walt Disney Company
 Unilever (The Unilever Foundation et Domestos)
 UNIQLO
 Vertbaudet
 Western Union Foundation

ALLIANCES NATIONALES

Afrique du Sud

Santam

Comité allemand pour l'UNICEF

BASF Stiftung
 DEKRA SE
 H&M
 HUGO BOSS AG
 PAYBACK GmbH
 United Internet for UNICEF Foundation

Argentine

ACE Seguros
 Banelco
 Carrefour
 Farmacity
 OCA
 Unilever

Comité australien pour l'UNICEF Limited

Commonwealth Bank of Australia
 MMG Limited

Comité autrichien pour l'UNICEF

H & M Autriche

Comité belge pour l'UNICEF

GlaxoSmithKline Biologicals
 Umicore

Brésil

Celipa
 Fundação Itaú
 Fundação Telefônica
 Grupo Neoenergia S.A
 ICSS – International Center for Sports Security
 Petrobras
 Sanofi
 TIM
 Unilever Brésil

Bulgarie

Happy Bar & Grill
 Piraeus Bank Bulgaria AD
 Postbank

Comité canadien pour l'UNICEF

IKEA Canada
 JoMedia Inc.
 Newalta Corporation
 Teck Resources Limited

Chine

Audi (Chine), Management Enterprise Co., Ltd.
 China Hewlett-Packard Co., Ltd.
 ET Solar Energy Corp.
 HNA Group Co., Ltd.

Alliances avec des entreprises

Contribution de 100 000 dollars ou plus aux programmes de l'UNICEF en 2014 – suite

Porsche (China) Motors Ltd.
The Hong Kong Bank Foundation (HSBC)

Colombie

Fundación Olímpica

Comité coréen pour l'UNICEF

Able C&C Co., Ltd.
AmorePacific
BGF Retail Co. Ltd.
Daehong Communications Inc.
Eider
ELCA Korea Ltd.
Hyundai Sungwoo Automotive Korea
IS Dongseo Co. Ltd.
Korea Southern Power Co. Ltd.
Lotte Home Shopping
Lotte Insurance Co., LTD.
Lotte Hotel (DFS)
Samsung Engineering Co., Ltd.
SPC Group
The Shilla Jeju Hotel
WWCC (World Wide Charity For Children)

Comité danois pour l'UNICEF

Maersk Drilling
The A.P. Møller Foundation
Velux Foundation

Émirats arabes unis

Emirates Integrated Telecommunications Company

Équateur

Diners Club International

Comité espagnol pour l'UNICEF

Banco Santander
El Cortes Inglés
Fundación Aqueae
Fundación Iberostar
Fundación Probitas
Foxy
Orange Espagne S.A.U
Parque de Atracciones del Tibidabo

Fonds des Etats-Unis pour l'UNICEF

American Express Foundation
Anadarko Petroleum Corporation
Apple Records Inc.
BD
GE Foundation
Georgia-Pacific
Google Inc.
HSNi Cares
Johnson & Johnson, Inc.
JPMorgan Chase Foundation
L'Oréal USA – Giorgio Armani Fragrances
Lam Research Foundation
Major League Baseball
Microsoft Corporation
National Basketball Association
NCR Foundation

Pfizer Inc.
The Prudential Foundation
Voya Foundation

Comité finlandais pour l'UNICEF

H & M Hennes & Mauritz Finlande

Comité français pour l'UNICEF

Domoti / Temps L
Canal+/Kindia
Clairefontaine
Total
Volvic

Comité national hellénique pour l'UNICEF

Diners Club de Grâce S.A

Comité de Hong Kong pour l'UNICEF

Chow Tai Fook Jewellery Company Limited
Chow Tai Fook Charity Foundation

Inde

Exide Industries Limited
Johnson & Johnson Limited
IDBI Bank Limited

Indonésie

PT Media Televisi Indonesia (Metro TV)
PT Bank Central Asia
PT Indomarco PrismaTama (Indomaret)
PT Sumber Alfaria Trijaya Tbk (Alfamart)
PT Terrific International
UNILEVER Indonesia Foundation

UNICEF Irlande

Fyffes

Comité italien pour l'UNICEF

Agos
Energizer
Foxy
Giorgio Armani Spa

Comité japonais pour l'UNICEF

AEON
B-R 31 ICE CREAM CO., LTD.
Bridgestone Corporation
Circle K Sunkus Co., Ltd.
Consumers' Co-Operative Okayama Co-op
Consumers' Co-Operative Kobe
Consumers' Co-Operative Mirai
Consumers' Co-Operative Sapporo
CO-OP NET BUSINESS ASSOCIATION
Fuji Television Network, Inc. (FNS Charity Campaign)
Gulliver International Co., Ltd.
Honda Motor Co., Ltd.
ITOHAM FOODS Inc.
Japanese Consumers' Co-operative Union
Miyagi Consumers' Co-Operative Society
LIXIL Corporation
Oji Nepia Co., Ltd.
Oriental Land Co., Ltd.
SARAYA CO., LTD.

Sugarlady Inc.
Sumitomo Mitsui Card Co., Ltd.
U-Coop Consumers' Co-Operative Society
Volvic

Mexique

Banco Compartamos S.A.
Banco Santander (México) S.A.

Comité néerlandais pour l'UNICEF

Schiphol Group

Comité norvégien pour l'UNICEF

IKEA (Norvège)
KIWI Norge AS
Norwegian Air Shuttle ASA

Philippines

Johnson & Johnson via Give2Asia Fondation

Roumanie

Kaufland
RomGaz
Velux Foundation

Comité du Royaume-Uni pour l'UNICEF

Barclays Bank PLC
British Telecommunications Public Limited Company
Clarks
EE Limited
England Footballers Foundation
Ethical Tea Partnership
FTSE International Limited
ITP Trust
Manchester United F.C.
Marshalls
R Twinings and Company Limited
Rangers FC
Royal Bank of Scotland
The Carbon Neutral Company
The Co-operative Group Limited
Viiv Healthcare
Vodafone Foundation

Comité suédois pour l'UNICEF

Gina Tricot
M-magasin
Svenska PostkodLotteriet
Företag pour Malawi

Comité suisse pour l'UNICEF

Clariant International Ltd
Swissquote Bank AG
Cartier Charitable Foundation
Roche Employee Action and Charity Trust

Thaïlande

Sansiri Public Company Limited

Comité national turc pour l'UNICEF

Polimeks

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2014

(en dollars)

	Ressources ordinaires				Autres ressources				Total
	Secteur public		Secteur privé		Secteur public		Secteur privé		
	Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux	Autres contributions	Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux	Autres contributions	
Donateurs	659 833 529		546 720 709	24 784 365	2 166 523 205		575 802 769	132 556 182	4 106 220 759
Organisations intergouvernementales	–	–	–	–	354 363 782	–	–	–	354 363 782
Organisations non gouvernementales	–	–	–	340 281	–	–	–	116 196 854	116 537 135
Accords interinstitutions	–	102 903	–	–	–	497 987 924	–	–	498 090 827
Autres recettes (ressources ordinaires)*	–	–	–	–	–	–	–	–	94 074 687
Total	659 833 529	102 903	546 720 709	25 124 645	2 520 886 987	497 987 924	575 802 769	248 753 037	5 169 287 191

Donateurs	Ressources ordinaires			Autres ressources			Total
	Secteur public	Secteur privé		Secteur public	Secteur privé		
	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	
Afrique du Sud	190 000	–	–	46 948	–	1 409 090	1 646 038
Allemagne	15 844 440	62 903 886	–	177 894 670	34 290 034	–	290 933 030
Andorre	34 230	187 791	–	235 035	264 474	–	721 530
Angola	1 660 000	–	–	–	–	100 134	1 760 134
Arabie saoudite	1 144 200	–	9 606	4 104 541	–	194 230	5 452 577
Argentine	180 000	–	6 175 492	–	–	14 194 655	20 550 147
Arménie	116 590	–	–	–	–	9 806	126 396
Australie	58 443 220	7 349 901	–	60 966 620	7 257 795	–	134 017 537
Autriche	1 387 755	3 245 580	–	1 608 453	1 116 908	–	7 358 697
Bangladesh	34 500	–	–	–	–	–	34 500
Barbade	185 000	–	–	–	–	71 408	256 408
Belgique	23 727 648	6 731 943	–	17 090 503	6 230 666	–	53 780 760
Belize	–	–	–	112 770	–	–	112 770
Bénin	24 124	–	–	–	–	–	24 124
Bolivie (État plurinational de)	40 000	–	–	–	–	301 480	341 480
Brésil	1 618 600	–	337 704	3 342 545	–	11 502 911	16 801 760
Bulgarie	67 500	–	121 667	–	–	1 113 130	1 302 297
Cambodge	–	–	–	57 953	–	–	57 953
Cameroun	179 772	–	–	6 980 000	–	–	7 159 772
Canada	14 660 633	6 982 560	–	174 466 555	6 044 872	–	202 154 620
Chili	77 000	–	461 146	328 707	–	1 501 343	2 368 197
Chine	2 725 832	–	175 915	–	–	9 496 910	12 398 658
Chypre	–	–	463 320	–	–	–	463 320
Colombie	–	–	215 441	–	–	3 456 650	3 672 090
Comores	70 000	–	–	–	–	–	70 000
Congo	748 450	–	–	1 206 864	–	–	1 955 314
Costa Rica	14 477	–	1 178	–	–	37 133	52 788
Côte d'Ivoire	12 600	–	201	18 844 644	–	–	18 857 445
Croatie	52 387	–	444 301	48 000	–	2 715 539	3 260 227
Cuba	10 000	–	–	–	–	–	10 000
Danemark	33 951 243	11 531 952	–	29 806 898	4 103 100	5 229	79 398 423

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2014

(en dollars) – suite

Donateurs	Ressources ordinaires			Autres ressources			Total
	Secteur public	Secteur privé		Secteur public	Secteur privé		
	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	
Égypte	–	–	–	–	–	170 603	170 603
Émirats arabes unis	100 000	–	4 175	16 167 022	–	2 658 171	18 929 368
Équateur	–	–	173 071	–	–	2 534 145	2 707 215
Espagne	–	41 477 795	–	6 614 635	10 557 751	–	58 650 181
Estonie	122 283	21 712	–	608 228	10 446	–	762 669
États-Unis	132 000 000	23 841 813	–	540 238 593	245 682 674	–	941 763 079
Éthiopie	306 509	–	50	71 930	–	–	378 488
ex-République yougoslave de Macédoine	–	–	–	–	–	27 026	27 026
Fédération de Russie	1 000 000	–	79	1 800 000	–	803 522	3 603 601
Finlande	26 265 390	12 623 946	–	26 779 863	3 441 290	–	69 110 490
France	4 694 648	45 542 601	–	11 443 211	19 915 661	–	81 596 121
Gabon	–	–	–	92 902	–	–	92 902
Gambie	–	–	–	338 840	–	–	338 840
Géorgie	155 000	–	–	–	–	–	155 000
Ghana	148 512	–	–	–	–	–	148 512
Grèce	–	2 156 717	–	69 156	1 035 022	–	3 260 895
Guatemala	–	–	–	–	–	880 683	880 683
Guinée	350 000	–	–	28 389 688	–	312 130	29 051 818
Guinée équatoriale	20 148	–	–	–	–	–	20 148
Guinée-Bissau	621 000	–	–	607	–	–	621 607
Honduras	29 198	–	–	–	–	–	29 198
Hong Kong, Chine	–	7 655 996	–	–	10 095 291	–	17 751 288
Hongrie	111 834	161 461	–	41 040	295 111	–	609 446
Inde	987 127	–	8 050	97 513	–	5 842 043	6 934 733
Indonésie	187 700	–	665 643	–	–	6 206 902	7 060 244
Iraq	48 785	–	–	–	–	–	48 785
Irlande	10 866 575	2 222 661	–	16 739 379	3 102 381	–	32 930 996
Islande	634 865	2 563 879	–	1 046 770	497 859	–	4 743 373
Israël	100 000	–	–	–	391 147	125 441	616 588
Italie	4 076 087	20 519 911	–	15 753 381	18 043 144	–	58 392 523
Japon	21 762 701	95 239 937	–	152 247 393	27 210 561	11 564	296 472 156
Jordanie	2 000 000	–	–	–	–	9 799	2 009 799
Kazakhstan	272 595	–	–	–	–	385 000	657 595
Kenya	150 000	–	23	1 424 331	–	–	1 574 355
Kirghizistan	50 000	–	–	–	–	–	50 000
Koweït	200 000	–	–	36 750 000	–	34 289	36 984 289
Lesotho	120 000	–	–	–	–	–	120 000
Libéria	–	–	–	4 193 897	–	465	4 194 362
Liechtenstein	27 716	–	–	128 999	–	–	156 715
Lituanie	–	–	–	33 037	91 656	–	124 693
Luxembourg	3 401 361	2 484 827	–	5 167 015	703 739	–	11 756 942
Madagascar	–	–	–	–	–	76 575	76 575
Malaisie	362 735	–	5 749 112	100 000	–	5 605 785	11 817 632
Malawi	–	–	–	542 500	–	96 552	639 052
Mali	108 500	–	–	999 250	–	–	1 107 750

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2014

(en dollars) – suite

Donateurs	Ressources ordinaires			Autres ressources			Total
	Secteur public	Secteur privé		Secteur public	Secteur privé		
	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	
Malte	–	–	–	102 300	–	–	102 300
Maroc	101 678	–	–	–	–	675	102 353
Mexique	428 000	–	168 866	1 045 784	–	5 717 601	7 360 250
Monaco	11 004	–	–	–	–	–	11 004
Mongolie	94 391	–	–	–	–	–	94 391
Monténégro	15 760	–	–	–	–	–	15 760
Mozambique	9 500	–	–	–	–	189 908	199 408
Myanmar	49 336	–	–	–	–	–	49 336
Namibie	120 000	–	–	–	–	–	120 000
Nicaragua	42 500	–	–	–	–	–	42 500
Niger	4 000	–	–	1 000 000	–	–	1 004 000
Nigéria	1 362 646	–	–	38 264 046	–	74 363	39 701 055
Norvège	72 184 793	6 684 325	–	126 029 565	5 704 098	–	210 602 781
Nouvelle-Zélande	5 203 816	1 874 301	–	8 206 767	2 438 319	–	17 723 204
Oman	–	–	–	996 755	–	14 469	1 011 224
Ouganda	469 000	–	–	8 286 982	–	–	8 755 982
Ouzbékistan	310 000	–	–	–	–	–	310 000
Pakistan	111 925	–	–	–	–	206 141	318 066
Panama	741 750	–	–	300 000	–	–	1 041 750
Papouasie-Nouvelle-Guinée	–	–	–	265 062	–	–	265 062
Paraguay	–	–	–	–	–	286 003	286 003
Pays-Bas	33 195 021	40 620 258	–	113 206 438	21 515 092	–	208 536 809
Pérou	–	–	19 918	–	–	526 365	546 282
Philippines	55 039	–	750 698	–	–	5 057 511	5 863 248
Pologne	–	445 001	–	91 221	1 473 593	–	2 009 815
Portugal	40 000	3 006 076	–	100 000	2 172 188	–	5 318 265
Qatar	–	–	–	–	–	30 411 518	30 411 518
République centrafricaine	95 431	–	138	6 710 630	–	11 610	6 817 809
République de Corée	3 900 000	72 427 949	–	21 361 670	17 964 203	–	115 653 822
République de Moldova	60 000	–	–	–	–	170 000	230 000
République démocratique du Congo	320 642	–	–	7 305 060	–	–	7 625 702
République dominicaine	88 000	–	809	–	–	140 935	229 744
République populaire démocratique de Corée	795 021	–	–	–	–	–	795 021
République tchèque	–	1 897 982	–	139 205	905 550	–	2 942 737
République-Unie de Tanzanie	22 000	–	–	–	–	31 424	53 424
Roumanie	50 000	–	2 434	50 000	–	3 039 183	3 141 617
Royaume-Uni	66 390 087	14 890 178	–	423 367 416	71 797 038	–	576 444 720
Saint-Marin	–	–	–	–	13 793	–	13 793
Sao Tomé-et-Principe	19 500	–	–	–	–	34 546	54 046
Sénégal	635 954	–	–	–	–	–	635 954
Serbie	51 000	–	134 027	–	–	883 531	1 068 558

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2014

(en dollars) – suite

Donateurs	Ressources ordinaires			Autres ressources			Total
	Secteur public	Secteur privé		Secteur public	Secteur privé		
	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	
Sierra Leone	384 000	–	–	21 407 871	–	150 203	21 942 074
Singapour	50 000	–	–	100 000	–	243 564	393 564
Slovaquie	12 195	24 590	–	–	143 931	–	180 716
Slovénie	30 375	1 125 161	–	–	725 839	–	1 881 374
Somalie	733 067	–	–	–	–	–	733 067
Soudan	131 400	–	–	–	–	–	131 400
Soudan du Sud	253 350	–	–	–	–	–	253 350
Sri Lanka	15 500	–	651	–	–	1 637	17 788
Suède	79 767 948	41 627 310	–	111 334 419	22 929 060	–	255 658 737
Suisse	21 712 324	5 775 539	–	21 372 859	13 953 092	508 091	63 321 906
Tadjikistan	32 400	–	–	62 366	–	–	94 766
Thaïlande	238 497	–	5 922 802	–	–	9 922 415	16 083 715
Timor-Leste	100 000	–	–	31 500	–	–	131 500
Togo	26 000	–	–	390 728	–	–	416 728
Tunisie	24 065	–	–	–	–	–	24 065
Turkménistan	62 500	–	–	–	–	–	62 500
Turquie	150 000	875 167	–	1 082 326	1 776 655	–	3 884 148
Ukraine	–	–	1 968	–	–	344 321	346 288
Uruguay	93 850	–	1 080 377	–	–	1 738 017	2 912 244
Venezuela (République bolivarienne du)	–	–	572 968	–	–	752 328	1 325 296
Viet Nam	13 700	–	764	–	–	52 487	66 951
Zambie	257 520	–	–	–	–	–	257 520
Zimbabwe	–	–	–	–	–	157 780	157 780
Divers	19 017	–	1 121 774	–	–	12 212	1 153 003
<i>Ajustement des recettes</i>	266 557	–	–	-111 108 656	11 908 735	-12 998	-98 946 362
Total countries	659 833 529	546 720 709	24 784 365	2 166 523 205	575 802 769	132 556 182	4 106 220 759

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

(Secteur public : gouvernements)

Autres ressources		
	Banque asiatique de développement	291 480
	Commission européenne (ECHO)	355 317 735
	Organisation Ouest Africaine de la Santé	419 975
	UNITAID	1 613 000
	Divers	37
	<i>Ajustement des recettes</i>	-3 278 444
	Total	354 363 782

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

(Secteur privé : autres contributions)

Ressources ordinaires		
	Tetsuko Kuroyanagi, Japon	340 281
	<i>Sous-total</i>	340 281

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2014

(en dollars) – suite

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (Secteur privé : autres contributions)		
Autres ressources	Alliance Côte d'Ivoire	419 457
	Alliance GAVI	57 052 590
	Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme.	33 887 557
	FOSAP	3 038 324
	Initiative Micronutriments	13 586 365
	Partners in Health	150 000
	Tetsuko Kuroyanagi, Japon	1 349 558
	The Alexander Bodini Foundation	60 000
	Divers	5 261 789
	<i>Ajustement des recettes</i>	1 451 153
	<i>Sous-total</i>	116 256 794
	Total	116 597 075

ACCORDS INTERINSTITUTIONS (Secteur public : accords interinstitutions)		
Ressources ordinaires	Ajustement des recettes	102 903
	<i>Sous-total</i>	102 903
Autres ressources	Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)	216 114 404
	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	2 423 438
	Département de la sûreté et de la sécurité de l'ONU (UNDSS)	10 000
	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)	731 321
	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine	4 172 395
	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (UNFPA)	35 974 983
	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).	6 987 861
	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	683 316
	Organisation internationale du travail (OIT)	198 301
	Organisation internationale pour les migrations	33 960
	Organisation mondiale de la Santé (OMS)	7 065 473
	Partenariat mondial pour l'éducation)	76 446 673
	Programme alimentaire mondial (PAM)	1 345 447
	Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)	12 601 954
	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	117 327 781
	Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	29 259
	Programmes de pays du Groupe de développement des Nations Unies	21 421 074
	<i>Ajustement des recettes</i>	-5 579 716
	<i>Sous-total</i>	497 987 924
	Total	498 090 827

AUTRES RECETTES*

94 074 687

* Les autres recettes comprennent les produits d'intérêt, les services d'achat et autres recettes.

Connectez-vous avec nous :

UNICEF

www.unicef.org

La Voix des jeunes de l'UNICEF

www.voicesofyouth.org



blogs.unicef.org



www.twitter.com/unicef
twitter.com/voicesofyouth



www.facebook.com/unicef
www.facebook.com/voicesofyouth



www.instagram.com/UNICEF



www.google.com/+UNICEF (Google+)



www.unicef.tumblr.com



www.linkedin.com/company/unicef



www.youtube.com/unicef

Publié par l'UNICEF
Division de la communication
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017, États-Unis

pubdoc@unicef.org
www.unicef.org

ISBN : 978-92-806-4810-2

©Fonds des Nations Unies pour l'enfance
Juin 2015